

2006

RAPPORT ANNUEL PROVISOIRE

09 mai 2007

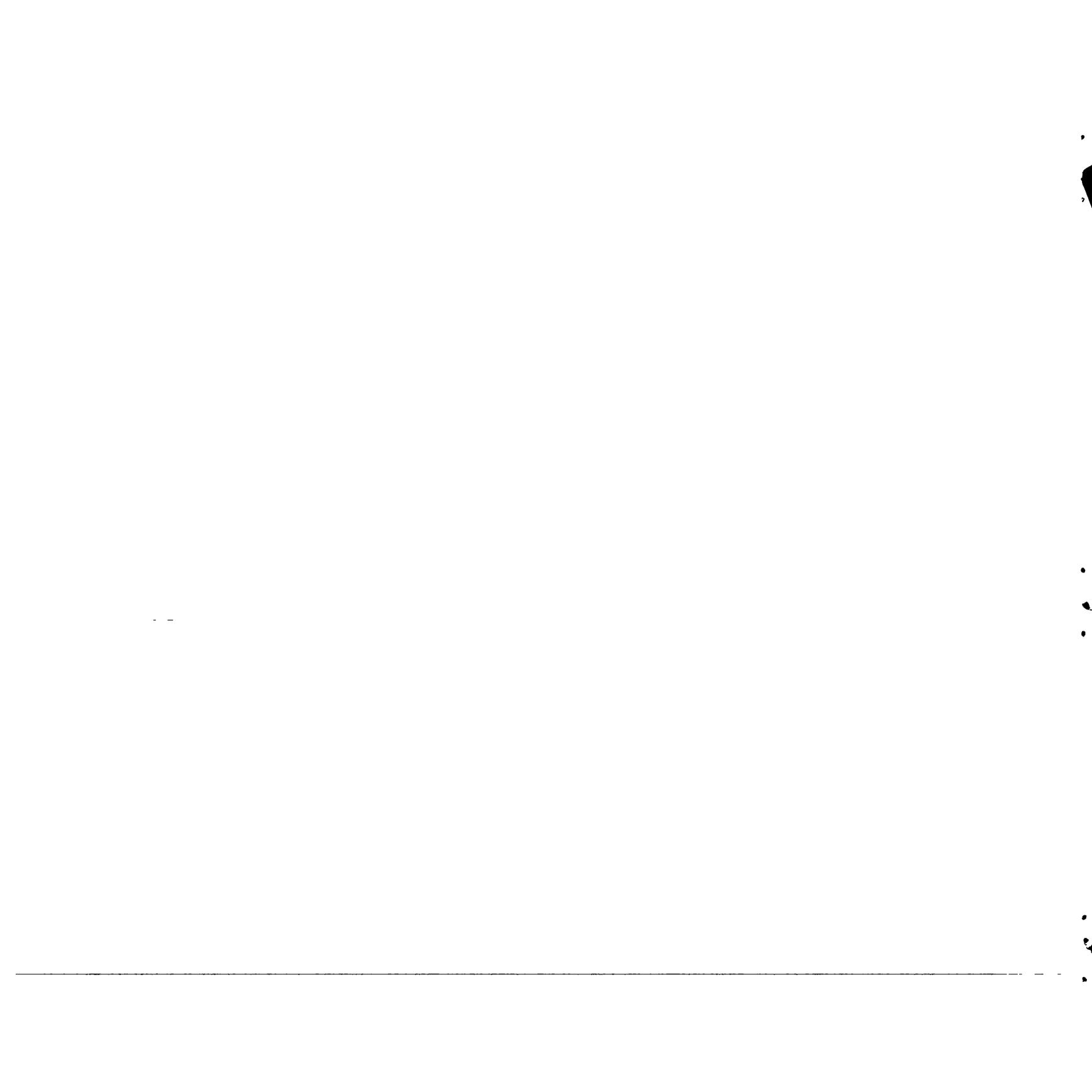


SA au capital de 50 000 000 de dinars
R C Tunis B 1932 1997
Siège Social 139, avenue de la Liberté - 1002 Tunis Belvédère
Tél (216) 71 84 20 00
Internet www.ubcinet.net



S o m m a i r e

ÉDITORIAL DU PRÉSIDENT	5
CHIFFRES CLÉS DE L'UBCI	8
STRUCTURE DU CAPITAL	9
MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	10
MEMBRES DE LA DIRECTION GÉNÉRALE	10
MEMBRES DU COMITE EXÉCUTIF	11
FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 2006	12
CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE	15
• Environnement International	16
• Environnement National	19
• Aperçu Sectoriel	21
ACTIVITÉ ET RÉSULTATS DE L'UBCI EN 2006	25
• L'Activité Commerciale de l'UBCI	26
• Les Principaux Volumes	29
• Les Résultats	31
• Le Bilan	33
• L'Action UBCI	34
• L'Activité des Filiales	35
APERÇU DU GROUPE BNP PARIBAS AU 31 DÉCEMBRE 2006	38
RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	40
RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	42
ETATS FINANCIERS UBCI S A	45
RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	81
ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU GROUPE UBCI	83
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE 9 MAI 2007	111
PROJET DE RÉSOLUTIONS A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 09 MAI 2007	112



Editorial du Président

La conjoncture internationale a été marquée en 2006 par une consolidation de la croissance mondiale. Cette évolution a été accompagnée par une maîtrise de l'inflation, grâce au resserrement des politiques monétaires dans plusieurs pays et le repli du prix du pétrole. Les marchés de change ont enregistré des fluctuations sensibles des cours des principales devises.

Pour l'ensemble de l'année 2006, les dernières estimations du Fonds Monétaire International (FMI) affichent une croissance de l'économie mondiale de 5,1 % contre 4,9 % en 2005 pour revenir à 4,9 % en 2007. Il s'agit des quatre meilleures années consécutives d'expansion mondiale depuis le début des années 70.

Sur le plan de la conjoncture nationale, la croissance du PIB s'est établie à 5,3 % en 2006 contre 4,25 % en 2005. L'économie tunisienne a été marquée par la poursuite de l'amélioration du secteur touristique, l'accroissement de l'indice général de la production du secteur industriel et par la mise en place de politiques monétaires plus restrictives en vue de la maîtrise de l'inflation.

L'UBCI durant l'exercice 2006 a poursuivi son programme de reorganisation, d'extension du réseau et d'innovation des produits. Les actions menées ont concerné :

- 1- - la poursuite du processus de centralisation de nos Back Offices avec pour objectif final d'aboutir en 2007 à un Service de Production et d'Appui Commercial (SPAC) unique pour l'ensemble du réseau
- la rationalisation des Back Offices traitant notamment les opérations de commerce international et les produits de bancassurance
- la stabilisation de notre système d'information afin de sécuriser au mieux nos opérations, d'améliorer la qualité de nos prestations à la clientèle et de tirer ainsi le meilleur profit de l'expertise du Groupe
- 2- Le Programme de Densification du Réseau a quant à lui, connu une impulsion majeure avec l'ouverture de 19 nouveaux points de vente soit en moyenne une agence toutes les trois semaines.
Ce programme a permis d'améliorer sensiblement le maillage du territoire avec un réseau de 85 points de vente au terme de l'année 2006.
Notre part de marché réseau ayant atteint 8,8 % et gagné ainsi 1,2 point par rapport à l'année écoulée.
Les investissements liés au développement de la banque ont été réalisés sur fonds propres sans appel à l'endettement ou au concours des actionnaires.

- 3- Un effort important en matière de ressources humaines a été réalisé avec 134 nouvelles recrues qui ont rejoint l'UBCI en 2006. Notre Effectif ayant franchi le cap symbolique des 1000 Collaborateurs pour atteindre aujourd'hui 1031 personnes. L'année 2006 a vu également la poursuite des activités de notre Centre de Développement des Compétences (CDC) dédié à la formation aux métiers commerciaux des nouvelles Recrues et à la mise à niveau de nos Collaborateurs opérant dans la filière Particuliers Et Professionnels. Cinq nouvelles promotions ont ainsi été formées par le CDC représentant un effectif global de plus de 80 personnes appelées à différentes fonctions allant du Charge de Clientèle avec Caisse au Responsable de Point de Vente en passant par le Conseiller de Clientèle Particuliers et le Charge d'Affaires Professionnels.
- 4- - En matière d'Innovation Produits l'offre commerciale a continué d'être étoffée avec
- le lancement d'Assurance Collective, produit de bancassurance à l'attention de notre clientèle Entreprises
- l'amélioration des fonctionnalités d'UBCINET, service de banque à distance dédié à nos clients Particuliers, Professionnels et Entreprises
- la mise en standard des applications dédiées à la gestion des produits d'épargne contractuelle Plan Epargne Logement, Compte Crédit Immobilier etc
- 5- - L'année 2006 a également été marquée par
- le lancement d'une campagne de communication institutionnelle d'envergure axée sur le thème de la proximité Ceci avec l'affirmation de notre nouvelle signature institutionnelle pour l'avenir « **Plus proche, chaque jour ...** »
- la poursuite de notre Démarche Qualité avec la certification des opérations de virements internationaux en complément des opérations de crédits et remises documentaires

Ces différentes initiatives ont contribué à l'amélioration des performances commerciales de la Banque dans les différents compartiments d'activité

Les Ressources de la Clientèle ont atteint 945,6 millions de dinars soit une progression de 9,5 % par rapport à l'an passé. Il est à noter également une stabilisation de la structure de nos dépôts assurant ainsi à la Banque une maîtrise du coût moyen des ressources au niveau de 2,68 % ainsi que du ratio de liquidité au niveau de 107 %

Les Crédits à la Clientèle ont atteint quant à eux 960,7 millions de dinars soit une progression de 10,8 % par rapport à 2005. Dans le même temps, le taux de couverture des créances compromises s'est établi à 73 % confirmant une gestion prudente de la Banque

Le Produit Net Bancaire, réalisé s'élève à 73,5 millions de dinars enregistrant une augmentation de 6,7 % par rapport à l'année écoulée

Le Résultat Net s'est quant à lui, établi à 13,2 millions de dinars en progression de 87,9 % après l'apurement définitif du dossier BATAM réalisé l'an passé

Après une année 2005 marquée par des changements importants en termes d'organisation du dispositif commercial, de système d'information, d'élargissement et de rénovation de l'identité visuelle du réseau, l'année 2006 commence à porter les premiers fruits. L'année 2007 sera une année charnière qui devra traduire dans les chiffres, les résultats attendus sur nos différents marchés de clientèle et conforter ainsi la justesse de nos choix stratégiques.

Je voudrais à cette occasion remercier vivement l'ensemble des Collaborateurs pour les efforts consentis, ainsi que nos Clients pour la confiance qu'ils nous témoignent en étant chaque jour plus nombreux à avoir choisi l'UBCI.

Slah-Eddine BOUGUERRA

Chiffres Clés 2006

(En milliers de dinars)

	2003	2004	2005	2006	Evolution 06/05
BILAN					
					En %
Total Bilan	1 029 097	1 091 288	1 212 154	1 369 014	+13 %
Dépôts et Avoirs Clientèle	700 294	711 933	863 250	945 559	+9,53 %
Créances sur la Clientèle (nettes de provisions)	750 459	802 132	885 119	980 654	+10,8 %
RÉSULTATS					
					En %
- Produit Net Bancaire	62 670	64 340	68 861	73 481	+6,71 %
- Charges Générales d'Exploitation (avant Provisions)	38 577	43 641	48 055	53 269	+10,85 %
- Résultat Brut d'Exploitation (avant Provisions)	26 150	22 733	22 808	22 303	-2,21 %
- Charges de Provisions	15 630	7 817	12 732	3 263	-74,37 %
- Résultat Courant d'Exploitation	10 442	14 502	10 076	19 040	+89 %
- Résultat Net (après impôts)	7 080	10 198	7 004	13 158	+88 %
DIVIDENDES					
	7 700	9 000	7 000	10 000 000	+43 %
FONDS PROPRES NETS AVANT RÉPARTITION					
	149 034	151 278	149 029	155 281	+4,2 %
RATIOS FINANCIERS & PRUDENTIELS					
					En points
- Coefficient d'Exploitation	60,0 %	66,0 %	68,33 %	72,5 %	+4,17
- Rentabilité des Fonds Propres (R.O.E.) (avant répartition)	7,8 %	10,2 %	7,62 %	13,96	+6,34
- Couverture des Risques (COOKE)	15,6 %	13,6 %	12,5 %	12,06 %	-0,44
VALEUR EN BOURSE					
- Cours de l'action (au 31.12 en TND)	25,4	20	28,000	32,02	+14,36 %
- Capitalisation boursière (au 31.12)	177 660	200 000	280.000	320 200	+14,36 %
EFFECTIFS					
	850	878	932	1031	+99
NOMBRE D'AGENCES					
	47	52	66	85	+19

Structure du Capital



STRUCTURE DU CAPITAL

CAPITAL SOCIAL AU 31 12 2006	50 000 000 dinars
- Nombre d'actions	10 000 000
- Valeur Nominale	5 dinars

STRUCTURE DES PARTICIPATIONS

- Groupe BNP PARIBAS - B D D I participation	50 %
- Actionnaires privés tunisiens	50 %

Membres du Conseil d' Administration

Président

- M Slah-Eddine BOUGUERRA

Administrateurs

- M Tahar BOURICHA
- M Jacques ARDANT
- M Saad HAJ KHALIFA
- M Francis HARTMANN Représentant B D D I Participation
- M Jean Jacques SANTINI
- M Bechir TAMARZISTE
- M Jacques DESPONTS

Commissaires aux Comptes

- 1/ MTBF - PRICE WATER HOUSE COOPERS
- 2/ ECC - MAZARS

Membres de la Direction Générale

Président Directeur General

Administrateur Directeur Général Adjoint

Secrétaire General

M Slah-Eddine BOUGUERRA

M Jacques ARDANT

M Alain DALLARD

Membres du Comité Exécutif

Slah-Eddine BOUGUERRA
President Directeur General

Jacques ARDANT
Administrateur
Directeur General Adjoint

Alain DALLARD
Secrétaire General

Slim CHEKILI
Directeur de la Strategie Et du Développement

Chokri CHROUDA
Contrôleur Financier et de Gestion

Walid DACHRAOUI
Responsable Salle des Marches

Habiba HADHRI
Inspecteur General

Adel HICHRI
Secrétaire Général Adjoint

Mohamed KAANICHE
Directeur du Réseau Commercial

Hassen KHOUADJA
Directeur des Ressources Humaines

Mélika MAATOUG
Responsable des Affaires Juridiques et Fiscales

Fabien RIGUET
Directeur de la Banque Entreprises

Jean-Eric STOLTZ
Directeur Central des Risques

Faits Marquants de l' Exercice 2006

Mars

- Campagne de rappel PROVISIO
- Lancement du 2eme Barometre de Satisfaction Entreprises
- Lancement de l'offre SALARIS

Avril

- Lancement du Concours UBCI Mastercard
- Sponsorisation de la Coupe du Monde Fifa 2006 et promotion de la carte UBCI-Master Card Corporate
- Offre de livrets d'épargne dans le cadre des festivites marquant la celebration du 70e anniversaire du Rotary Club Doyen de Tunis

Mai

- Lancement d'une nouvelle campagne de communication autour des ouvertures d'agences pour l'annee 2006
- Ouverture du point de vente de Korba
- Lancement d'une nouvelle brochure UBCI-Visa Gold
- Sponsorisation du 27e Congres de l'Association Francophone de Comptabilité (AFC)
- Sponsorisation de l'Assemblée Générale de la Chambre de Commerce Tuniso-Allemande
- Sponsorisation du Concours « Meilleur Projet d'Entreprise », organise à l'initiative de la Jeune Chambre Economique de Tunisie (JCE)

Juin

- Lancement de la campagne d'entretien Western Union
- Ouverture de 2 points de vente Ras Jebel et Sfax El Ain

Juillet-Août

- Ouverture du point de vente de Nabeul II
- Lancement de la convention Caducée
- Parrainage familial d'une maison SOS Village Enfants à Gammarth Un ecusson UBCI est fixé sur la devanture de cette maison

Septembre

- Lancement du Concours Carte UBCI-Visa 2006
- Ouvertures de 2 points de vente Sfax 7 Novembre et Sfax Route Menzel Chaker
- Migration d'UBCINET sur la version V4
- Changement de denomination d'UTL et UGF devenues respectivement UBCI Leasing et UBCI Finance
- Organisation d'une Convention Interne « L'UBCI reprend la parole » à Hammamet

Octobre

- Ouverture de 7 points de vente Monastir II, Grombalia, Gabes Sud, Ben Arous, Mateur, Ariana Route de Raoued et Boumhel Bassatine
- Adoption par l'UBCI d'une nouvelle signature institutionnelle « **Plus proche, chaque jour..** »
- Lancement de la nouvelle campagne d'image UBCI sur la chaîne de télévision TV7, dans la presse écrite et sous forme d'affichage urbain

Novembre

- Ouverture de 3 points de vente Teboulba, Menzel Bourguiba et Sousse Sahloul
- Sponsorisation d'une prestigieuse affiche d'art « Arts of Tunisia » réalisée d'après un concept du Musée du Louvres et en partenariat avec l'Institut de Monde Arabe à Paris et l'Office National de Tourisme Tunisien

Décembre

- Ouverture de 3 points de vente El Manar Campus, Mnihla, Zarzis
- Lancement du produit « Assuretraite Collective »
- Création du CAPP Sousse Maârouf

Environnement International

La Conjoncture Internationale a été marquée en 2006, par une consolidation de la croissance mondiale. Cette évolution a été accompagnée par une maîtrise de l'inflation, grâce au resserrement des politiques monétaires dans plusieurs pays et le repli du prix du pétrole. Les marchés de change ont enregistré des fluctuations sensibles des cours des principales devises.

Pour l'ensemble de l'année 2006, et d'après les dernières estimations du Fonds Monétaire Internationale (FMI), la croissance de l'économie mondiale est de 5.1 % contre 4.9 % en 2005 pour revenir en 2007 à 4.9 %. Il s'agit des quatre meilleures années consécutives d'expansion mondiale depuis le début des années 70.

1- LE RYTHME DE CROISSANCE MONDIALE

■ **Dans les pays développés**, la croissance économique est estimée à 3 % en 2006 contre 2.5 % en 2005.

- **Aux Etats-Unis**, la croissance économique s'est ralentie au cours du 3ème trimestre 2006. Elle est estimée à fin 2006 à 3.4 % contre 3.2 % en 2005. Cette légère décélération est liée essentiellement à la contraction de l'investissement dans le secteur immobilier.
- **La Zone Euro** continue, sur la même lancée, le redressement de l'activité économique et la croissance devrait atteindre 2.7 % en 2006 contre 1.4 % l'année précédente. L'Allemagne confirme la bonne santé de son industrie, se démarquant de l'ensemble de la Zone Euro avec une croissance de la production égale à 2.5 %.
- **Au Japon**, l'activité économique est apparue relativement bien orientée. En variation annuelle, le taux de croissance s'est établi à 2.2 %. Cette performance est expliquée par la hausse des exportations et le dynamisme de l'investissement privé.
- **En Chine**, la croissance annuelle est estimée à 10.7 %, après 10.4 % en 2005. Cette hausse est liée aux performances du secteur industriel, qui a enregistré une croissance de 13 % par rapport à l'année précédente.

■ **Dans les pays émergents et ceux en développement**, et notamment l'Asie, l'activité est demeurée vigoureuse, avec des nuances, atteignant ainsi une croissance de 7.3 % à fin 2006. En Asie, le PIB est en hausse de 8.7 % en 2006 contre 9 % en 2005. L'économie de la région est marquée par la vigueur de la consommation domestique et l'orientation favorable de la demande mondiale, particulièrement en produits électroniques.

2- LES PRIX DES PRODUITS DE BASE

Les cours du pétrole et des autres produits de base sont restés élevés en 2006

- Le prix du pétrole a reflué de plus de 25 % entre août et octobre, passant de \$ 80 à moins de \$ 60 le baril. Il a reconquis une légère remontée, en fin d'année, pour s'établir à une moyenne de \$ 64 le baril pour l'année 2006, marquant ainsi un repli de 8 % par rapport à la moyenne de 2005 (\$ 70)
- Les cours des métaux ont été dopés par la forte croissance de la demande, en particulier dans les pays émergents, par la pénurie des capacités de production et par des conflits sociaux. Les plus fortes hausses des prix des métaux ont été enregistrées par le cuivre (64 %), le zinc (110 %) et le nickel (144 %)
- Les prix des produits alimentaires et autres produits agricoles ont augmenté pendant le premier semestre 2006, bien qu'ils n'aient pas suivi l'envolée des prix du pétrole et des métaux

3- LE MARCHÉ DE L'EMPLOI

Sur le Marché de l'Emploi, malgré une croissance économique globale soutenue, le nombre des chômeurs dans le monde est resté, en 2006, à son plus haut niveau historique (Taux de Chômage Mondial à 6,3 %)

Dans la plupart des régions du monde, les Taux de Chômage n'ont pas changé de façon significative entre 2005 et 2006. La baisse la plus sensible apparaît dans les économies développées et l'UE, où le chômage atteint 6,2 % après une baisse de 0,6 % entre 2005 et 2006. Le Taux de Chômage le plus faible reste en Asie de l'Est à 3,6 %. C'est au Moyen-Orient et en Afrique que le Taux de Chômage est le plus élevé, 10 % minimum.

4- LE MARCHÉ DE CHANGE

Le Dollar Américain s'est déprécié vis-à-vis de l'Euro et dans une moindre mesure vis-à-vis du Yen. La dépréciation récente du dollar américain s'explique en premier lieu par le sentiment que l'expansion américaine est parvenue à maturité et accentuée par la probabilité de réduction d'écart de taux d'intérêt par rapport aux autres grandes monnaies.

Sur le Marché de Change, le cours de l'Euro s'est fixé à 1 334 dollars marquant une appréciation de 11,4 % par rapport au dollar. L'Euro s'est également apprécié de 12,7 % par rapport au Yen, pour s'établir à 157,13 yens.

5- L'INFLATION

L'inflation est dans l'ensemble contenue dans les pays émergents et les pays en voie de développement. L'inflation aux États-Unis est passée de 3,4 % à 2,2 % en 2006 sous l'effet de la baisse des cours de pétrole. Dans la Zone Euro, l'inflation est restée stable à 2,2 %.

6- LES TAUX DIRECTEURS

Dans ces conditions d'inflation et d'évolutions économiques, les Banques Centrales des principaux pays avancés ont durci leurs conditions monétaires.

- La Réserve Fédérale Américaine (FED) a continué de relever le taux des fonds fédéraux cherchant l'équilibre entre les craintes inflationnistes et les signes d'essoufflement de l'expansion américaine. À fin 2006, le taux FED s'est fixé à 5.25 % contre 4.25 % en 2005.
- La Banque Centrale Européenne a relevé son taux directeur le fixant à 3.5 % à fin 2006 (2.25 % pour 2005).
- La Banque d'Angleterre a relevé à deux reprises son principal taux d'intérêt de 25 points de base, atteignant ainsi 5 %.
- La Banque du Japon a mis fin à sa politique d'assouplissement quantitatif et, en juillet, a relevé le taux au jour le jour de 0 à 25 points de base.

7- LES MARCHÉS FINANCIERS

La montée des craintes inflationnistes et le durcissement monétaire opéré par les principales Banques Centrales, ont eu un effet prononcé sur les marchés financiers.

Après un sérieux repli en mai - juin, les grands indices boursiers européens et américains ont renoué avec la tendance haussière. Le CAC40 a par exemple progressé de 17.5 %, le Footsie 100 de 11.1 %, le Dow Jones de 16.3 % et le Nikkei 225 de 7 %.

8- APERÇU SECTORIEL

Dans le Secteur Agricole, la production et la consommation de produits agricoles augmentent plus rapidement dans les pays en développement que dans les économies développées. Cependant, comme l'indique un nouveau rapport conjoint de l'OCDE et de l'ONU, l'amélioration de la productivité n'est pas suffisante pour répondre aux besoins alimentaires de populations en pleine croissance.

Aux Etats-Unis, le Secteur Industriel a été affecté par le ralentissement du secteur immobilier.

Dans la Zone Euro, les industries manufacturières demeurent orientées à la hausse et restent ancrées dans la zone d'expansion.

En décembre 2006, par rapport à décembre 2005, la Production Industrielle a crû de 4,0 % dans la Zone Euro et de 3,9 % dans l'UE-25. L'année 2006 s'est achevée par une nouvelle amélioration de la santé financière des entreprises américaines et européennes, à l'exception des entreprises françaises qui marquent une stagnation due à l'accroissement des prélèvements obligatoires fiscaux et sociaux. Ainsi, le taux de marge des sociétés a augmenté de 13 % aux Etats-Unis, de 3.5 % dans la Zone Euro (16 % en Allemagne, 6 % en Espagne), et s'est réduit de 3.3 % en France.

L'année 2006 a été une nouvelle année de bonne croissance du Tourisme, excédant le taux de 4.1 % et ce en dépit des risques de baisse d'activité auxquels était exposé le tourisme mondial.

Environnement National

Bénéficiant d'une situation macroéconomique saine, la croissance du PIB s'est établie à 5.3 % en 2006 contre 4.25 % en 2005.

À la clôture du X^{ème} plan de développement, l'Economie tunisienne a été marquée par la poursuite de l'amélioration du secteur touristique, l'accroissement de l'Indice Général de la Production du Secteur Industriel et par la mise en place de politiques monétaires plus restrictives pour la maîtrise de l'Inflation.

Ainsi, l'Economie tunisienne a connu en 2006, une reprise de l'activité économique et ce grâce à l'amélioration des performances du Secteur de l'Agriculture et de la Pêche et la consolidation de l'activité des Industries Manufacturières et de quelques activités de services, notamment les Communications.

COMMERCE EXTÉRIEUR :

En matière de commerce extérieur, le déficit commercial s'est accentué et le taux de couverture est revenu à 77.5 % contre 79.6 % en 2005 sous l'effet du net accroissement des importations d'énergie

Les réserves en devises se sont élevées à TND 8704 millions ou l'équivalent de 159 jours d'importation. Ainsi, elles sont en nette amélioration avoisinant les 50 % par rapport à 2005 qui s'est situé à TND 5872 millions, soit l'équivalent de 124 jours d'importation

La Balance Commerciale pour l'année 2006 a été déficitaire à hauteur de TND 4452 millions. En effet, le total des exportations a atteint TND 15316 millions, quant aux importations, elles ont atteint TND 19768 millions

Suite à ces évolutions, la Balance Générale des Paiements a enregistré un excédent de TND 2779 millions grâce notamment à la progression des Investissements Directs Etrangers. Le déficit courant s'est maintenu à un niveau acceptable

INFLATION

L'Indice Général des Prix à la Consommation a accusé une décélération au cours du dernier mois 2006, pour atteindre fin décembre 4 5 %, en moyenne mensuelle, et 3 1 % en glissement annuel

■ Politique Monétaire

Suite à l'accélération qu'ont connue la Masse Monétaire et l'Indice des Prix durant les huit premiers mois de 2006, la Banque Centrale de Tunisie a dû resserrer sa politique monétaire au cours du dernier trimestre de l'année, par le relèvement du Taux d'Intérêt Directeur ainsi que le Taux de la Réserve Obligatoire. Le Taux du Marché Monétaire (TMM) a fluctué entre 5 13 % et 5 42 % au cours du mois de décembre 2006, se traduisant par un Taux Moyen Mensuel de 5 33 %. De son côté, le Taux de la Réserve Obligatoire est passé de 2 % à 3 5 % en novembre 2006.

■ Sur le Marché des Changes, le Dinar a enregistré, en 2006, une dépréciation de 6 1 % vis-à-vis de l'Euro et une appréciation de 4 9 % par rapport au Dollar américain et de 6 8 % par rapport au Yen Japonais.

	Cours moyen 2006	Cours moyen 2005	Variation
EUR/TND	1 7091	1 6112	6 1 %
USD/TND	1 2971	1 3634	-4 9 %
YEN/TND	10 8594	11 6500	-6 8 %

■ Sur le Marché Financier, Le Tunindex a atteint en fin d'année, 2331, marquant une nette augmentation de 44 33 %.

La Capitalisation boursière, de son côté, a crû de 54 % pour atteindre TND 5 490 6 millions (TND 3840 millions en 2005).

Le volume des transactions a progressé de 6 4 % atteignant ainsi un volume total cumulé de TND 746 millions.

L'Actif Net des SICAV a augmenté de 16 % soit un volume total en 2006 de TND 2728 4 millions.

Aperçu sectoriel

AGRICULTURE :

Meilleurs résultats du secteur de l'agriculture et de la pêche par rapport à l'année écoulée.

L'Agriculture constitue un des piliers de l'Economie Tunisienne. Le secteur dispose encore d'un potentiel de développement important, la contribution du secteur dans le PIB aux coûts de facteurs est de 12,3 % en 2006.

L'excédent de la balance alimentaire a atteint TND 259 millions contre TND 132 millions en 2005 et TND 190 millions en 2004, ce qui a contribué à améliorer le taux de couverture soit 77,5 % en 2006.

Les recettes des exportations de l'huile d'olive représentent 52 % de l'ensemble des exportations agroalimentaires. Elles sont suivies par les produits de la mer (14 %), les dattes (7,5 %), les pâtes alimentaires (5 %), les préparations de légumes et fruits (4 %), les légumes frais et légumineuses (1,5 %) et enfin les agrumes (1 %).

La Tunisie a exporté, en 2006, 168 mille tonnes d'huile d'olive pour une valeur de TND 829 millions, soit une augmentation de 53,3 % en quantité et de 73,9 % en valeur par rapport à 2005.

Pour ce qui est de la campagne des dattes, la production est estimée à environ 131 mille tonnes contre 113 mille tonnes en 2005, les exportations n'ont atteint en 2006 que 37,6 mille tonnes pour une valeur de TND 117 millions, contre 50,2 mille tonnes et TND 130,6 millions une année auparavant.

La hausse des exportations a également concerné les agrumes, dont les ventes ont augmenté de 6 %.

Dans le secteur de l'élevage, la quantité de lait collectée a atteint 460 millions de litres contre 432 millions en 2005.

Pour les produits de la mer, la production a stagné au niveau de 100 mille tonnes. Les recettes d'exportation ont progressé de 11 %, atteignant TND 225,4 millions contre TND 202,4 millions en 2005.

INDUSTRIE

Consolidation de l'activité des Industries Manufacturières

Le secteur industriel joue un rôle déterminant dans le développement du tissu économique national avec notamment une contribution de 18,9 % dans le PIB en 2006 occupant ainsi la deuxième place après le secteur des services (42,7 %)

L'Indice Général de la Production s'est accru de 3,4 % au terme du mois de novembre 2006 contre 0,7 % l'année passée, grâce notamment à la bonne tenue des industries mécaniques et électriques dont l'accroissement est passé à 21,3 % contre 10,7 % en 2005 et des industries agroalimentaires dont l'accroissement a atteint 5,2 % contre -1,7 % en 2005

D'un autre côté, la consommation d'électricité de haute et moyenne tension par le secteur industriel a enregistré une nette progression de 3,7 % contre 1,5 % une année auparavant. Les importations de matières premières et demi-produits ont augmenté pour atteindre 15,4 % contre 5,7 % en 2005

Par contre, la croissance du secteur a été freinée par le repli qu'a rencontré le secteur du textile et d'habillement, du cuir et chaussures (-1,2 % contre -5,5 % en 2005)

TOURISME

L'activité touristique en constante amélioration

Le secteur des services occupe une place prédominante dans l'Économie Tunisienne avec une contribution de 42,7 % au PIB de 2006. Quant à la contribution du sous-secteur touristique, elle s'est fixée à 6,5 %

La Tunisie a été classée par le Forum économique de Davos première au Maghreb, première en Afrique, deuxième au monde Arabe et 34ème au niveau mondial sur un total de 124 pays, en matière de compétitivité touristique et de voyage

Bien qu'il ait connu un ralentissement de sa croissance par rapport à l'année précédente, le secteur touristique a été marqué par l'augmentation des entrées des non-résidents de 2,7 % (6,3 % en 2005), soit un nombre total de 6,55 millions, alors que le nombre des nuitées globales a progressé de 1,4 % pour se situer à 36,8 millions d'unités

Le taux d'occupation s'est stabilisé en 2006 au niveau de 51,5 %

Par ailleurs, les recettes touristiques ont progressé de 6,3 % en 2006 pour se situer à TND 2751 millions

PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

(en MDI, sauf indication contraire)

Désignation	Années			Variations en %	
	2004	2005	2006	2005/2004	2006/2005
Insertions d'investissement⁽¹⁾	1920,5	2016,9	2748,8	5	36,3
Industries manufacturieres	1464,3	1657,1	2209,8	13,2	33,4
Services marchands (autres que le tourisme)	456,2	359,8	539	-21,1	49,8
Indice de la production industrielle (base 100 en 1990)⁽¹⁾	172,8	174	179,9	0,7	3,4
Dont Industries manufacturieres	199,1	199,8	210,7	0,3	5,5
Balance commerciale					
Exportations totales FOB	12054,9	13607,7	15316,3	12,9	12,6
Importations totales CAF	15960,3	17101,5	19767,6	7,2	15,6
Deficit commercial hors energie FOB-CAF ⁽²⁾	3398,4	2983,4	3609,9	-415	626,5
Deficit commercial global FOB-CAF ⁽²⁾	3905,4	3493,8	4451,3	-411,6	957,5
Taux de couverture global FOB-CAF ⁽²⁾	75,5	79,6	77,5	4,1points	-2,1points
Hausse des prix à la consommation					
Glissement depuis le debut de l'annee (%)	1,1	3,9	3,1		
En termes de moyennes mensuelles (%)	3,6	2	4,5		
Tourisme					
Entrees de non-residents (1000 personnes)	5998	6378	6549	6,3	2,7
Nuitées globales (1000 unites)	33487	36310	36831	8,4	1,4

(1) A fin novembre de chaque annee

(2) Variations exprimees en millions de dinars

PRINCIPAUX INDICATEURS MONETAIRES ET DE FINANCES EXTERIEURES

(en MDI, sauf indication contraire)

Désignation	Décembre		Variations en %	
	2005	2006	2005/2004	2006/2005
Principaux agrégats monétaires (système financier)⁽²⁾				
Agrégat M4	24101	26728	11,1	10,9
Masse monétaire (M3)	23821	26489	11	11,2
Creances nettes sur l'extérieur ⁽³⁾	4113	6881	986	2768
Credit intérieurs	28704	31530	6,7	9,8
Creances nettes sur l'Etat ⁽³⁾	4166	5117	341	951
Dont - Bons du Tresor ⁽³⁾	1750	2137	103	387
- Compte courant du Tresor ⁽³⁾	688	444	24	-244
Concours a l'economie	24538	26413	6,3	7,6
Indicateurs de paiements extérieurs ⁽²⁾				
Recettes touristiques ⁽⁴⁾	2587	2751	13	6,3
Revenues du travail en especes ⁽⁴⁾	1391	1494	3,3	7,4
Service de la dette ⁽⁴⁾	2716	3761	2	38,5
Solde courant ^{(3) (4)}	-405	-933	281	-528
Solde de la balance generale des paiements ^{(3) (4)}	1216	2779	3	1563
Taux de change (en dinars) ⁽⁵⁾				
1 dollar des Etats-unis	1,3634	1,2971	13,7	-5,1
1 euro	1,6112	1,7091	-1,5	5,7
1000 yens japonais	11,6500	10,8594	0,5	-7,3
1 livre sterling	2,3387	2,5500	1,9	8,3
10 dirhams marocains	1,4796	1,5280	2,2	3,2

(1) Chiffes de fin de periode pour les statistiques monetaires et cumulees depuis le debut de l'annee pour les paiements extérieurs

(2) Donnees provisoires pour 2006

(3) Les variations sont exprimees en millions de dinars

(4) Variations par rapport a la même periode de l'annee precedente

(5) Cours moyens du marche interbancaire en fin de periode

•
• **Activités et Résultats**
•
• **de l'UBCI en 2006**
•

L'Activité Commerciale de l'UBCI

Les principaux faits marquants de l'année 2006 ont porté sur les éléments suivants :

1- RELANCE DE NOTRE ACTIVITÉ COMMERCIALE

L'UBCI a poursuivi en 2006 une activité soutenue en matière de développement sur ses différents marchés de clientèle.

Sur le marché des Particuliers & Professionnels

- Des résultats commerciaux en progression :

Une évolution substantielle des dépôts a été observée ainsi qu'un niveau de production appréciable en prêts personnels et en crédits immobiliers (+ 109 MD débloqués).

Les synergies entre le réseau et les lignes de métiers notamment la Banque Privée, la Banque Entreprise et UBCI Leasing se sont renforcées. Ainsi, la Banque Privée a affiché d'excellents résultats donnant lieu à un apport appréciable dans la composition du PNB des agences.

- Une contribution appréciable des nouvelles agences :

Les 33 nouvelles agences ouvertes sur la période 2005-2006 ont permis de capter 7000 clients, de collecter 24 millions de dinars de ressources et d'octroyer 8,1 millions de dinars de crédits.

La commercialisation des produits s'est traduite par : 3700 cartes, 2400 contrats télématiques, 1400 packages Mozaïc et 2300 contrats de Bancassurance.

Sur le marché des Entreprises & Institutionnels

- Des résultats encourageants dans un contexte marqué par des tarifs limés et des risques difficiles :

En matière de ressources, les dépôts à vue et à terme en dinars progressent respectivement de 10 % et 52 %.

La croissance des emplois est quant à elle tirée par l'évolution importante (+25,4%) du portefeuille Moyen Terme. La faible hausse des comptes débiteurs (+4,3%) dénote une bonne maîtrise de nos engagements. À l'inverse, la baisse de 18,9 % du portefeuille Long Terme confirme une présence insuffisante en matière de financement sur lignes spéciales.

Vingt-deux nouvelles entrées en relation Grandes Entreprises ont été enregistrées en hausse de 83 % par rapport à 2005.

Sur la Clientèle Institutionnels peu travaillée ces dernières années, les résultats également sont très prometteurs.

L'activité de Banque d'Affaires a confirmé sa montée en charge.

Par ailleurs, le temps et l'énergie dépensés sur les privatisations (STIA,...) militent pour une diversification vers des missions de fusion/acquisition ou d'IPO au niveau des clientèles PME/PMI et GE.

Les activités du Trade Center se sont fortement redressées grâce à une amélioration des synergies avec les Centres d'Affaires et une présence accrue des Commerciaux internationaux

Nos parts de marché concernant la partie importation se sont envolées à 8,18 % au 3ème trimestre contre 6,93 % et 6,88 % respectivement au 1er et 2ème trimestre

2-POURSUITE DU PROGRAMME DE DENSIFICATION DU RESEAU

L'ouverture de **19 nouveaux points de vente** en 2006, en portant notre réseau d'agence à 85 points de vente, a permis d'améliorer sensiblement notre maillage du territoire

Les ouvertures ont été réalisées en trois vagues successives

- Mai/Juin (4) Korba, Ras Djebel, Sfax Rte El Ain, Nabeul II
- Septembre/Octobre (11) . Sfax Av 7 Novembre, Sfax Rte Menzel Chaker, Grombalia, Monastir II, Teboulba, Mateur, Menzel Bourguiba, Gabes II, Ariana Rte de Raouad, Ben Arous, Boumhel Bassatine
- Novembre/Décembre (4) El Manar Campus, Sousse Sahloul, Zarzis, Mnihla

L'objectif d'ouverture de 27 nouveaux points de vente sur la période 2007-2008 portera ainsi à 112 points de vente la taille de notre réseau cible

3-RECRUTEMENT ET AMÉLIORATION DES COMPÉTENCES

Ce programme de densification du réseau commercial s'est accompagné par un effort sensible de recrutement. En effet, 134 jeunes recrues ont rejoint nos équipes dont 113 affectées à des fonctions commerciales

L'effectif UBCI a ainsi atteint **1031 collaborateurs** à fin 2006 enregistrant une hausse de 11 % ✍

L'année 2006 a vu également la poursuite des activités de notre Centre de Développement des Compétences (CDC) dédié à la formation aux métiers commerciaux des nouvelles Recrues et à la mise à niveau de nos Collaborateurs opérant dans la filière Particuliers Et Professionnels. **Cinq nouvelles promotions** ont ainsi été formées par le CDC représentant un effectif global de plus de 80 personnes appelées à différentes fonctions allant du Charge de Clientèle avec Caisse au Responsable de Point de Vente en passant par le Conseiller de Clientèle Particuliers et le Charge d'Affaires Professionnels

4-AMÉLIORATION DE LA NOTORIÉTÉ ET DE L'IMAGE

L'exercice 2006, a vu le lancement d'une vaste **campagne de communication institutionnelle** (plurimedia) axée sur le thème de la proximité avec pour objectifs d'accroître la notoriété de l'UBCI, de moderniser son image et de promouvoir sa nouvelle signature institutionnelle. **"Plus proche, chaque jour..."**

5-ELARGISSEMENT DE LA GAMME DE PRODUITS

L'année 2006 a été consacrée à

- la poursuite de la stabilisation de certains produits (Mozaic, Provisio, Mobibank, Bancassurance)
- l'amélioration de produits existants (UBCINET)

- au lancement d'un nouveau produit (Assuretraite Collective)
- aux travaux préparatoires (Agate) au lancement d'une nouvelle offre épargne contractuelle

6-RENFORCEMENT DES ACTIONS MARKETING

Les initiatives conduites en 2006 ont permis a la fois de renforcer les taux d'équipement de notre clientèle et de développer une clientèle nouvelle sur les différents marchés avec notamment

- le lancement d'une Convention Salariés destinée à promouvoir la démarche collective,
- la commercialisation de l'Offre Caducée, dédiée aux Professionnels de la Santé,
- la promotion des produits monétiques avec le Concours UBCI-Visa,
- l'animation d'une Campagne Western Union,
- l'organisation des Challenges Bancassurance et Leasing,
- la promotion des produits monétiques avec les Challenge et Concours UBCI-MasterCard,
- l'animation des Challenges Crédit Documentaire et Assuretraite Collective

7-ADAPTATION DE NOS STRUCTURES ET DE NOTRE ORGANISATION

Après la reorganisation et stabilisation du nouveau dispositif commercial menées l'an passé, l'année 2006 a vu la poursuite du processus de centralisation des back offices ainsi que certains réaménagements visant à rationaliser au mieux notre organisation. Ceci s'est traduit par

- La création d'un SPAC central regroupant progressivement l'ensemble des SPAC en commençant par ceux du Grand Tunis et intégration au sein de la Direction des Moyens de Paiements
- La redefinition du périmètre d'intervention de la Direction de Développement Commercial en intégrant les fonctions « Stratégie », « Produits Et Marche », « Qualité » et « Communication Et Publicité » au sein de la Direction de la Stratégie et du Développement
- Le rattachement du Centre de Développement des Compétences à la Formation et intégration de l'ensemble au sein d'un Département Formation et Développement des Compétences

8-AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DES SERVICES

La poursuite de notre Démarche Qualité s'est traduite par l'obtention d'une **Certification des Opérations de Virements Internationaux en complément des Opérations de Crédits et Remises Documentaires**

La mise en place d'une fonction de Responsable Relations Consommateurs qui sera dotée d'un outil intranet de gestion des réclamations, contribuera également à améliorer notre écoute des clients réclamants et à traiter leurs réclamations dans les meilleures conditions

Après une année 2005 ayant vu la réalisation d'un Baromètre de Satisfaction Particuliers, l'année 2006 a été l'occasion de mener un **Baromètre de Satisfaction Entreprises** qui a permis de mettre notamment en évidence les marges de progression attendues notamment en matière de

- formation des Charges de clientèle,
- gestion des réclamations

Les principaux volumes

1. LES DÉPÔTS ET AVOIRS DE LA CLIENTÈLE :

Au 31 12 2006, les ressources de la clientele atteignent 946 MD contre 863 MD fin 2005, soit une hausse de 10 %

La progression enregistrée est due à l'évolution des ressources à vue (+12%), des ressources à terme moyennement remunerées comme les comptes d'épargne (+9%), et des bons de caisse et des dépôts à terme en dinars de (+8%)

L'encours des certificats de depôts a enregistre une baisse (-10%) par rapport a l'annee dernière (78 MD en 2005 à 70 MD en 2006)

De cette tendance, il resulte une stabilisation de la structure des depôts assurant a la Banque une maîtrise de ses coûts et le maintien de son ratio de liquidité a un niveau de 107 % En effet, les ressources stables representent 48 7 % du volume global des ressources de la Banque au 31/12/2006

L'UBCI continue a exclure de ses ressources toutes les operations de placement qui donnent lieu a une concurrence illegitime sur le marche, et ce pour deux raisons essentielles maîtrise des coûts, et respect de la reglementation bancaire en vigueur quant au plafonnement des taux de placement Appartenant a un grand groupe international, l'UBCI a pour éthique de ne pas transgresser les dispositions reglementaires

Au total, le coût des ressources de la Banque s'est accru de 32 points de base pour s'établir à 2 81 %, contre 2,49 % en 2005

2. LES CRÉDITS À LA CLIENTÈLE :

Au 31 12 2006, les credits a la clientele ont atteint 1 082 MD contre 995 MD fin 2005, soit une hausse de 9 %

Nettes des provisions totalisant 101 MD (contre 110 MD un an plus tôt), les creances sur la clientèle atteignent 981 MD contre 885 MD fin 2005, affichant une hausse de 11 %

Les principales évolutions ont concerne le portefeuille escompte qui a augmenté de 15 % , par contre les crédits sur ressources spéciales ont diminué de 11 %

Les comptes débiteurs de la clientèle ont légèrement augmenté (hausse de 2 % par rapport à 2005), alors que la part des comptes débiteurs dans le total des créances sur la clientèle a diminué de 1 % ce qui traduit la détermination de la Banque à une gestion mieux maîtrisée des découverts en compte et de faire face à la montée générale des risques.

Les engagements par signature représentant les ouvertures de crédits documentaires et les cautions émises totalisent 345 MD contre 293 MD au 31 décembre 2005, soit une augmentation de 18 %.

3. LES RISQUES :

Au 31 décembre, les créances provisionnables représentaient 14.95 % des actifs bruts de la clientèle contre 17.09 % en 2005, traduisant l'amélioration de la qualité des risques.

Dans le même temps, la couverture des créances compromises par des provisions est passée de 74 % à 73 % confirmant une gestion prudente de la banque. Cette légère baisse s'explique par l'impact du volume des provisions sur les créances radiées (5.313 en 2006).

4. LA TRÉSORERIE :

Le taux de couverture des emplois par les ressources est passé de 98 % en 2005 à 96 % à fin 2006, suite à une progression des ressources moins importante que celle des emplois.

Cette situation est traduite sur l'état des flux de trésorerie qui fait apparaître au 31/12/2006 un excédent de 47 MD contre un excédent de 102 MD fin 2005.

5. LE PORTEFEUILLE TITRES ET BONS :

Le portefeuille Titres de l'UBCI, composé de titres de placement et de transaction d'une part, et de titres de participations d'autre part, totalise 118 MD contre 78 MD au 31.12.2005.

Le portefeuille d'investissement a progressé de 28 MD, ainsi que le Portefeuille Titres Commercial qui a augmenté de 12 MD.

Les résultats

(en milliers de dinars)

	2006	2005	Evolution
PRODUIT NET BANCAIRE (PNB)	73.481	68.861	+ 6,7 %
- dont Net Intérêts sur Capitaux	44 958	42 520	+ 5,7 %
- dont Commissions Nettes	17 684	16 358	+ 8,1 %
- dont Revenus du PFE et Operations Financières	6 156	6 473	- 4,9 %
- Revenu PFE Investissement	4 683	3 510	+33,42 %
CHARGES D'EXPLOITATION	- 56.413	- 60.407	-6,6 %
- dont Frais de Personnel	-28 703	-25 723	+ 11,58 %
- dont autres Frais Generaux	- 17 347	- 14 632	+ 18,56 %
- dont dotations aux amortissements et provisions sur immobilisation	- 7 219	- 7 700	- 6,2 %
- dont dotations aux provisions sur creances	- 3 144	- 12 352	- 75 %
Autres Produits d'Exploitation	2.091	2.002	+4,4 %
- Provisions sur titres	-119	-380	-68 %
R. B. E.	+ 19.040	+ 10.076	+ 89 %
IMPOTS	- 5.920	- 2.411	+ 146 %
RESULTAT NET	+ 13.158	+ 7.004	+ 88 %

1. LE PRODUIT NET BANCAIRE :

Le Produit Net Bancaire (PNB) a enregistré en 2006 une augmentation de 6,7 % en passant de 68 8 MD a 73 4 MD

Le net des intérêts sur capitaux – compris comme la différence entre le produit des crédits à la clientèle et le coût des dépôts à la clientèle – a augmenté de 5,7 %

Les commissions nettes ont évolué positivement de 8,1 % pour atteindre 17 684 MD

Les produits enregistrés sur le portefeuille titres d'investissement ont pour leur part augmenté de 33,4 %

2. LES CHARGES D'EXPLOITATION :

Les charges générales d'exploitation, incluant les provisions et les amortissements ont diminué de 6,6 % pour se situer a 56 4 MD contre 60,4 MD en 2005 et ce, malgré les charges occasionnées par l'ouverture de 19 nouvelles agences dans le cadre du programme de densification du réseau en 2006. Cette baisse a été réalisée grâce à l'effort de recouvrement

Les frais de personnel ont atteint 28,7 MD contre 25,7 MD en 2005 (+11 5%) sous l'effet principal de l'augmentation légale des salaires, et l'ouverture des nouvelles agences

Les autres frais généraux progressent de 18 5 % pour atteindre 17 3 MD (contre 14 6 MD en 2005) sous l'effet notamment de l'élevation des charges de loyers (nouvelles agences), et des frais de communication

Le coefficient d'exploitation qui rapporte les charges de gestion (frais de personnel + autres frais généraux + amortissements) au PN B s'est dégradé pour atteindre 72 5 % contre 69,8 % en 2005

3. LE RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION :

Le résultat d'exploitation de l'exercice s'est établi à 19 MD contre 10 MD en 2005 enregistrant une hausse de 89 %

4. LE RÉSULTAT NET :

Après une charge d'impôts de 5 9 MD, le résultat net de la banque atteint 13 MD contre 7 MD en 2005 soit une hausse de 88 %

5. RÉPARTITION DU RÉSULTAT :

Le projet de répartition du résultat soumis à l'Assemblée Générale Ordinaire se présente comme suit

		(en milliers de dinars)
Exercice 2005		Exercice 2006
7 004	Resultat Net	13 158
2	Report à nouveau	8
-	Compte de modification comptable	127
7 006	Benefices à répartir	13 293
-351	Reserve légale	-639
-317	Reserve à régime spécial	-553
670	Reserve Extraordinaire	-2 100
- 7 000	Dividendes	-10 000
8	Report à nouveau	1

Le dividende par action est de 1 dinar au 31 12 2006, ce qui représente sur la base du cours de l'action UBCI au 31 12 2006 (32,020 dinars) un rendement de 3,12 %

Le bilan

Le total du bilan a progressé de 13 % pour atteindre 1.369,014 MD contre 1.212,154 MD en 2005.

1. EVOLUTION DES FONDS PROPRES :

Avant repartition du resultat, les fonds propres de la banque s'élèvent à 155 MD Ils representent 11,3 % du total de l'actif Il est largement superieur a la moyenne de la profession

Après repartition et deduction des non-valeurs, les fonds propres nets de la banque s'établiront à 145 MD au 31 décembre 2006

2. LE FONDS DE ROULEMENT :

Compte tenu d'une annuite d'investissements de 43 MD, dont 19 MD à titre d'investissements en immobilisations (Mégrine B, terrain, nouvelles agences,) et 24 MD à titre d'immobilisations financières (notamment l'augmentation du portefeuille BTA en tant que titres d'investissement), le fonds de roulement de l'UBCI enregistre une baisse pour se situer a 41 MD contre 75 MD en 2005

3. LE RATIO DE COUVERTURE DES RISQUES :

Le ratio de couverture des risques equivalent au ratio COOKE sur le plan international qui compare les fonds propres au total des risques ponderes, atteignait au 31 decembre un taux de 12,06 Pour memoire, le seuil réglementaire du ratio de solvabilite est de 8 %

4. STRUCTURE FINANCIÈRE :

L'UBCI conserve une structure financiere solide, parmi les toutes meilleures de la place, avec

- un ratio fonds propres / total actif de 11,3 %,
- un ratio fonds propres / creances clientele nettes de provisions de 15 8 %,
- un ratio RBE avant provisions / total actif de 1 63 %

L' action UBCI

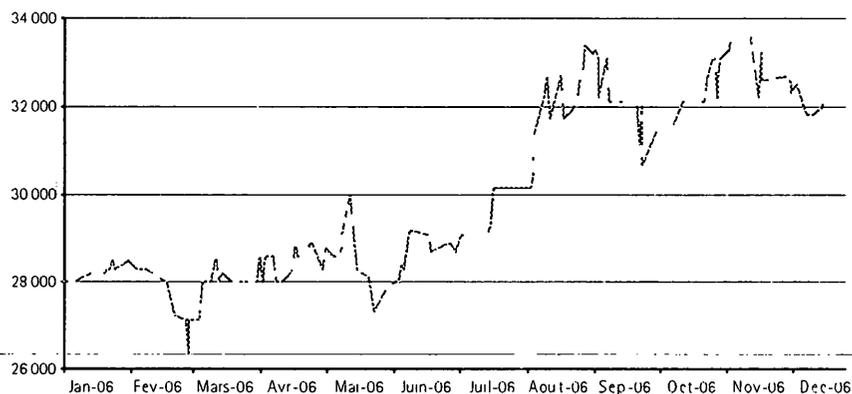
En 2006, le cours de l'action UBCI a fluctué entre 26,360 dinars au plus bas et 33,900 dinars au plus haut. En fin d'année, l'action cotait 32,020 dinars réalisant une hausse de 16,86 % par rapport au 31/12/2005 (taux réajusté par le détachement du coupon 2005). Par ailleurs, les indices de la bourse de Tunis ont enregistré un accroissement de 39,97 % pour l'indice de la BVMT et 44,33 % pour le TUNINDEX. Le volume des transactions sur la cote, a porté sur 195 879 actions UBCI contre 411 656 titres en 2005. Sur la base de son cours au 29/12/2006 et de ses résultats actualisés, l'action UBCI représente un PER de 40,36. Au 29/12/2006, la capitalisation boursière de l'UBCI totalisait 320,2MDT contre 280,06MDT fin 2005 enregistrant une nette progression de 14,33 % et se classant comme 3^{ème} capitalisation du secteur bancaire.

COURS DU TITRE UBCI EN DINARS

	2003	2004	2005	2006
Plus haut	28,140	33,400	29,000	33,900
Plus bas	16,280	19,250	19,600	26,360
Cours au 31/12	25,380	20,000	28,000	32,020
Cours moyen mois de décembre	25,186	20,862	28,060	32,010
Coupon de l'exercice	1,100	0,900	0,700	1,000*
Coupon/VN	22 %	18 %	14 %	%

* Coupon à proposer lors de l'AGO du 09/05/2007

Evolution du cours de l'action UBCI



L'activité des filiales

UBCI FINANCE

Dans le cadre de l'harmonisation de l'identité visuelle du groupe UBCI, l'UGF a procédé au changement de sa dénomination sociale pour devenir UBCI FINANCE

Durant l'année 2006, UBCI FINANCE a assuré la négociation en Bourse d'un volume de transaction de 165,9 millions de dinars Elle maintient toujours une bonne position 8^{ème} sur 24 Intermédiaires malgré une concurrence très vive

L'activité de UBCI FINANCE a réalisé des produits d'exploitation à la hauteur de 497 mD et un résultat net de 37 mD

UBCI ASSET MANAGEMENT

Les produits de placement s'élèvent au 31 décembre 2006 à 4mD, ils correspondent aux revenus des actions ALYSSA SICAV

Les charges d'exploitation sont réduites au minimum pour se situer à 800 D, contre 1,5mD en 2005

La trésorerie totalise 109 mD le 31/12/2006, elle est placée dans la SICAV ALYSSA L'exercice 2006 a été clôturé par un bénéfice de 3,2 mD

MED FINANCE SICAF

Les revenus de MED FINANCE arrêtés au 31/12/2006, s'élèvent à 383 mD contre 601 mD en 2005, ces revenus résultent uniquement de l'encaissement des dividendes servis par UTL (178 mD), UBCI FINANCE (56 mD), UTP (26 mD), Alyssa (106 mD) et l'Union Immobilière (16 mD), aucune plus value de cession n'a été réalisée au cours de l'exercice 2006

Les provisions sur dépréciation de titres de participation ont atteint 835 mD contre 944 mD en 2005, soit une reprise sur provisions de 109 mD

Les autres charges d'exploitation ont été compressées de 45 % passant de 46 mD fin 2005 à 25 mD fin 2006

Le résultat net de l'exercice est passé de 532 mD au 31 décembre 2005 à 474 mD au 31 décembre 2006

GLOBAL INVEST SICAR

Les rétrocessions de participations en portage ont atteint 2,3 mD en principal

Les produits d'exploitation relatifs aux plus values de cession et aux dividendes encaissés sont passés de 793 mD en 2005 à 453 mD au 31/12/2006

Les autres charges d'exploitation ont été compressées de 49 %, passant de 85 mD en 2005 à 43 mD en 2006
Le résultat net de l'exercice 2006 s'est soldé par un bénéfice de 157 mD, en baisse par rapport à 2005, compte tenu de la baisse des revenus et de l'effort complémentaire de provisionnement

UTP SICAF

Compte tenu des différentes opérations d'arbitrage effectuées en 2006, soutenues par une conjoncture boursière favorable, l'UTP SICAF a enregistré une bonne rentabilité

Les revenus enregistrés au titre de l'exercice 2006 se sont élevés à 598 mD contre 440 mD en 2005

Les provisions sur dépréciation de titres ont chuté de 29 % suite à l'appréciation des cours boursiers totalisant 244 mD au 31 décembre 2006, contre 347 mD en 2005

Les autres charges d'exploitation ont presque gardé le même niveau de l'année précédente, ils ont atteint 119 mD à fin 2006 contre 127 mD à fin 2005

La reprise sur provisions s'élève à 347 mD en 2006 contre 340 mD en 2005

Le résultat a presque doublé passant de 271 mD en 2005 à 541 mD en 2006

UNION IMMOBILIERE

Les loyers de l'UNION IMMOBILIERE ont progressé de 48,2 % par rapport à l'année dernière, passant de 114 mD à 169 mD en 2006
Cette augmentation s'explique principalement par la location de l'agence EZZAHRA à partir du premier janvier 2006 et par l'encaissement des loyers de douze mois de l'agence SOUKRA contre trois mois seulement en 2005

Les produits de placement ont chuté de 85 %, passant de 90 mD au 31/12/2005 à 13 mD à la clôture de l'exercice 2006 Cette chute est la résultante de la diminution des dividendes servis par la SICAV ALYSSA et ce, suite à la baisse de notre position dans ladite SICAV

Les autres charges d'exploitation se sont élevées à 34 mD au 31 décembre 2006 contre 56 mD au 31 décembre 2005

Les dotations aux amortissements sont passées de 122 mD en 2005 à 192 mD en 2006, soit un taux d'accroissement de 57,3 %

UBCI LEASING

1) Données Générales du Marché

Les mises en force des 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2006 ont consolidé la tendance de reprise observée au 30/06/06 Même si la production sectorielle reste volatile d'un trimestre à l'autre, le marché a clôturé sur une production globale de 530,2 MD contre 446,6 MD en 2005, soit une croissance de +18,7 % tirée par la reprise des mises en forces immobilières (56,3 MD contre 44,2 MD en 2005, +27,3%) Cependant, le financement mobilier s'est bien développé avec un volume de 473,9 MD contre 402,2 en 2005 progressant ainsi de +17,7 %

2) L'activité d'UBCI LEASING

La production cumulée a atteint 38,2 MD sur 855 contrats, en progression de +4,5 % par rapport à 2005 Par nature de financement, le mobilier représente 93,4 % (35,6 MD) et l'immobilier 6,6 % (2,5 MD) Le ticket moyen d'un contrat immobilier est

de 155,7 KTND alors que celui d'un contrat mobilier est de 42,5 KTND (45,2 KTND en 2005) reflétant une meilleure division des risques

Au plan risque, les impayés baissent globalement de -39,8 % par rapport au 31/12/ 2005 Le stock général d'impayés a évolué comme suit sur les trois derniers exercices

	2003	2004	2005	En MD 2006
Stock d'impayés	17,6	11,2	7,8	4,7

La maîtrise des impayés a eu un impact sur les créances classées qui ont baissé de -37,6 % par rapport à 2005 toutes classes confondues

	2003	2004	2005	En MD 2006
Créances classées	32,3	23,6	13,8	8,6
Total Engagement	83,4	73,6	69,8	66,7
Taux des Créances Classées	38 77 %	32 06%	19 73%	12,9%

L'amélioration remarquable du taux des créances classées est également imputable aux radiations opérées depuis trois ans 3,9 MD en 2004, 2,9 MD en 2005 et 3,4 MD en 2006, soit un portefeuille global de 10,2 MD Parallèlement, les transferts au contentieux sur les trois derniers exercices ont totalisé 9,7 MD La réduction nette des créances classées est de -23,7 MD depuis 2003 et la contribution nette de la radiation n'a joué que pour 0,5 MD (10,2 - 9,7), soit 2 % Le reste est imputable au recouvrement

Cependant, le taux de couverture des créances classées par des provisions et agios réservés n'est guère affecté et a atteint un niveau élevé de 80,5 % bien supérieur aux normes fixées de 70 % par les Autorités à atteindre à l'horizon 2009 grâce à une politique rigoureuse et prudente en matière de provisionnement L'exercice 2006 s'est soldé sur une reprise nette de 0,17 MD contre des charges nettes de 0,36 MD en 2005, 0,86 MD en 2004 et 1,2 MD en 2003 En conséquence, le résultat net de l'exercice a continué sur le même trend observé depuis 2004

	2003	2004	2005	En MD 2006
Résultat Net	0,6	1,2	1,7	2,1

- ✓ Au plan organisationnel, la société a étoffé son dispositif de contrôle par la mise en place d'une procédure sur la déontologie et la lutte contre le blanchiment d'argent grâce à l'assistance de l'Inspection Générale et après avoir mis en œuvre au cours des deux derniers exercices un manuel des procédures et formalisé des points de surveillance fondamentaux (PSF) selon les normes du Groupe UBCI

Mais l'exercice 2006 est également marqué par le changement de dénomination de l'UTL vers UBCI LEASING et le lancement d'une campagne de communication avec un ton nouveau et des images fortes en vue de promouvoir les différents produits du leasing que nous pouvons offrir à nos cibles en affichant notre affiliation à un réseau bancaire des plus solides et des plus fiables en Tunisie et dans le monde grâce à la courbe d'envol de BNP PARIBAS

Aperçu du Groupe BNP PARIBAS

au 31 décembre 2006

Des performances en nette amélioration

- Un Produit Net Bancaire en hausse de +27,9 %
- Une Rentabilité en amélioration : Résultat Net, Part du Groupe de +24,9 % et une évolution de la rentabilité sur les capitaux propres de +21,2 %
- Bénéfice par action : 8 Euros (+14,3%)
- Dividende porté de 2,60 à 3,10 Euros (+19,2%)

(en millions d'euros)

Activité (Normes IFRS)	31/12/2006	01/01/2006	06-05
Total Bilan	1 440 343	1 258 079	14,5 %
Prêts et créances sur la clientèle	393 133	301 196	30,5 %
Dépôts de la clientèle	298 652	247 494	20,7 %
Capitaux propres, part du Groupe ⁽¹⁾	49 512	40 178	23,2%
Ratio international de solvabilité	10,5 %	11,0 %	
dont noyau dur	7,4 %	7,6 %	

⁽¹⁾ Avant affectation du résultat

(en millions d'euros)

Résultat (Normes IFRS)	31/12/2006	01/01/2006	06-05
Produit Net Bancaire	27 943	21 854	27,9 %
Résultat Brut d'Exploitation	10 878	8 485	28,2 %
Résultat Net, part du Groupe	7 308	5 852	24,9 %

⁽¹⁾ Avant affectation du résultat

(en millions d'euros)

Les cinq grands domaines d'activité	PNB	06-05	RBE	06-05
Banque de Détail en France	5 850	+ 7,3%	1922	15,4%
Services Financiers et Banque de Détail à l'International	7 296	+ 22,3%	3123	20,9%
Banca Nazionale del Lavoro ^{**}	2 294	—	818	—
Banque de Financement et d'Investissement	7 859	+ 22,4%	3462	27,7%
Banque Privée et Gestion d'Actifs	4 350	+ 22,5%	1587	30,0%

^{**} Contribution au titre de trois trimestres seulement

NOTATIONS

- Standard Et Pools AA Perspective Positive Relevée le 15 novembre 2006
- MOODYS Aa2 Perspective Stable Confirmée le 7 février 2006
- Fitch AA Perspective Stable Confirmée le 15 mai 2006

Performances Financières	2003'	2004'	2005	2006
Résultat Net (en million d'Euros)	3 761	4 668	5 852	7 308
Coefficient d'Exploitation	62,9 %	61,6 %	62,2 %	61,1 %
Rentabilité des Capitaux Propres (ROE)	15,3 %	16,8 %	20,2 %	21,2 %
Capitalisation boursière (en milliards d'Euro)	45,1	47,2	57,3	76,9
Résultat par action (en Euro)	4,3	5,5	7	8

Selon les normes comptables françaises

Rapport général des commissaires aux comptes

Etats financiers - exercice clos le 31-12-2006

Tunis, le 17 avril 2007

MESSIEURS LES ACTIONNAIRES DE L'UNION BANCAIRE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport sur le contrôle des états financiers de l'Union Bancaire pour le Commerce et l'Industrie UBCI arrêtés au 31 décembre 2006, tels qu'annexés au présent rapport, ainsi que sur les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi et les normes professionnelles

1 - Opinion sur les états financiers

Nous avons audité les états financiers de l'Union Bancaire pour le Commerce et l'Industrie UBCI tels qu'annexés au présent rapport et faisant apparaître à cette date des capitaux propres de 155 281 KDT y compris un bénéfice de 13 158 KDT. Ces états ont été arrêtés sous la responsabilité des organes de direction et d'administration de la société. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers. Nous estimons que les travaux que nous avons accomplis, dans ce cadre, constituent une base raisonnable pour supporter l'expression de notre opinion.

A notre avis, les états financiers sont réguliers et sincères et donnent, pour tout aspect important, une image fidèle de la situation financière de l'Union Bancaire pour le Commerce et l'Industrie UBCI ainsi que des résultats de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2006, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

2 - Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi

Sur la base de ces vérifications, nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers des informations d'ordre comptable données dans le rapport du conseil d'administration sur la gestion de l'exercice.

Nous avons également, dans le cadre de notre audit, procédé à l'examen des procédures de contrôle interne relatives au traitement de l'information comptable et à la préparation des états financiers. Nous signalons, conformément à ce qui est requis par l'article 3 de la loi 94-117 du 14 novembre 1994 tel que modifiée par la loi 2005-96 du 18 octobre 2005, que nous n'avons pas relevé, sur la base de notre examen, d'insuffisances majeures susceptibles d'impacter notre opinion sur les états financiers.

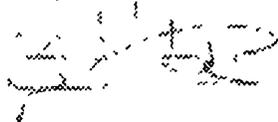
Par ailleurs et en application des dispositions du décret n° 2001-2778 du 20 novembre 2001 tel que modifié par le décret n°2005-3144 du 6 décembre 2005 portant sur la tenue des comptes en valeurs mobilières, la banque procède actuellement au suivi de la liste des actionnaires sur la base de l'état communiqué périodiquement par la STICODEVAM.

De ce fait, les dispositions relatives à la tenue des comptes en valeurs mobilières conformément au décret sus visé et à l'arrêté du ministre des Finances du 28 août 2006 portant visa du règlement du CMF au titre de la tenue et à l'administration des comptes en valeurs mobilières ainsi que du cahier des charges y relatif ne sont pas respectées par la banque.

 MAZARS

ECC - MAZARS

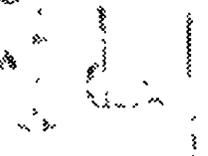
Yed MEFLAOU ANI CHERIF



Les Commissaires aux Comptes Associés
M.T.B.F. membre de

PROCHAIRIUS (CPA) 

Amel BELALLA



Rapport spécial des commissaires aux comptes

Etats financiers - exercice clos le 31-12-2006

Tunis, le 17 avril 2007

MESSIEURS LES ACTIONNAIRES DE L'UNION BANCAIRE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE

En application des dispositions de l'article 29 de la loi n° 2001-65 relative aux établissements de crédit, l'article 200 et suivants et l'article 475 du code des sociétés commerciales, nous reportons ci-après les conventions conclues et opérations réalisées suivantes

- 1 La banque a eu recours au cours de l'exercice 2006 à BNP Paribas (qui détient 50 % du capital de l'UBCI) pour
 - Des prestations régulières de maintenance, de développement et de standardisation des applications informatiques dans le cadre de conventions conclues avec celle-ci
 - Des travaux d'assistance technique ponctuels portant sur le développement commercial et stratégie, des services des fonctions de support assurés par SFDI, la gestion des expatriés, les analyses des dossiers de crédits et autres prestations. Le montant de ces frais d'assistance tel qu'approuvé par le conseil d'administration au titre de l'exercice 2006 totalise 2 500 KDT
- 2 La société UBCI Leasing (dont le capital est détenu à hauteur de 70 % par l'UBCI) a confié à l'UBCI, en vertu d'une convention, la mission de gestion comptable, administrative, informatique et l'appui d'analyse du risque de crédit. Le montant facturé par la banque en 2006 au titre de cette prestation est de 181 KDT
- 3 La société UBCI Leasing a conclu avec l'UBCI une convention d'appel en garantie en vertu de laquelle l'UBCI garantit à UBCI Leasing en cas de perte sur un dossier de crédit bail réalisé par l'UBCI Leasing avec un client de l'UBCI, une indemnisation à hauteur de sa participation au risque soit 50 % sur le capital restant dû après le dernier loyer payé par le locataire

L'intervention de la banque est rémunérée par une commission de risque trimestrielle calculée sur la base de 1 % de l'encours garanti de chaque contrat. Par ailleurs, en rémunération des dossiers initiés et montés par le réseau des groupes d'exploitation, et conformément à la même convention, l'UBCI perçoit une commission d'apport calculée sur la base de 0,5 % de l'encours garanti

Au titre de l'exercice 2006, les produits perçus et les charges supportées par la banque au titre de ces opérations se présentent comme suit

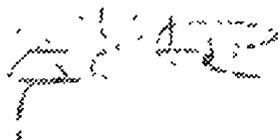
- Commission de risque 131 KDT
- Commission d'apport 154 KDT
- Part de risque supportée par la banque 13 KDT

4 La banque loue auprès de la société Union immobilière (dans laquelle elle détient 60 %) des locaux pour certaines de ses agences. Le montant total de la charge locative s'élève au titre de l'exercice 2006 à 185 KDT

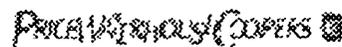
5 Certains cadres de la banque occupent des postes de directeurs généraux dans des filiales de la banque. Le montant des indemnités servies à ces cadres supportées par la banque et refacturées aux filiales concernées au titre de l'exercice 2006 s'élève à 19 KDT

Par ailleurs et en dehors de ces opérations, nos travaux n'ont pas révélé l'existence d'autres opérations rentrant dans le cadre des dispositions précitées

 MAZARS
ECC MAZARS
Med BELAOU ANI CHEFRIE



Les Comptes aux Comptes Associés
M.T.B.F. membre de



ASSOCIATION DES BANQUES



• Les États
• Financiers

BILAN

Arrêté au 31 décembre 2006

(Unité : en milliers de Dinars)

	Notes	31/12/06	31/12/05
ACTIF			
Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP & TGT	1	57 447	23 822
Créances sur les établissements bancaires et financiers	2	143 830	166 001
Créances sur la clientèle	3	980 654	885 119
Portefeuille-titres commercial	4	28 746	16 708
Portefeuille d'investissement	5	89 212	61 135
Valeurs immobilisées	6	45 212	32 878
Autres actifs	7	23 913	26 491
TOTAL ACTIF		1 369 014	1 212 154
PASSIF			
Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers	8	142 008	73 711
Dépôts et avoirs de la clientèle	9	945 559	863 250
Emprunts et ressources spéciales	10	77 174	85 023
Autres passifs	11	48 992	41 141
TOTAL PASSIF		1 213 733	1 063 125
CAPITAUX PROPRES			
Capital		50 000	50 000
Réserves		91 982	91 984
Autres capitaux propres		6	39
Résultat reporté		135	2
Résultat de l'exercice		13 158	7 004
TOTAL CAPITAUX PROPRES	12	155 281	149 029
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		1 369 014	1 212 154

ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN

Arrêté au 31 décembre 2006

(Unité en milliers de Dinars)

	Notes	31/12/06	31/12/05
PASSIFS EVENTUELS			
Cautions, avals et autres garanties donnees	13	209 720	209 636
Crédits documentaires	14	134 891	83 272
TOTAL DES PASSIFS EVENTUELS		344 611	292 908
ENGAGEMENTS DONNES			
Engagements de financement en faveur de la clientele	15	84 600	80 573
Engagements sur titres (Participations non liberees)	16	227	492
TOTAL DES ENGAGEMENTS DONNES		84 827	81 065
ENGAGEMENTS REÇUS			
Garanties reçues	17	516 210	396 729
TOTAL DES ENGAGEMENTS RECUS		516 210	396 729

ETAT DE RESULTAT

Période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2006

(Unité : en milliers de Dinars)

	Notes	31/12/06	31/12/05
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE			
Intérêts et revenus assimilés	19	77 318	68 718
Commissions	20	19 679	17 942
Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières	21	6 156	6 473
Revenus du portefeuille d'investissement	22	4 683	3 510
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE		107 836	96 643
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE			
Intérêts encourus et charges assimilées	23	32 360	26 198
Commissions encourues		1 995	1 584
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		34 355	27 782
PRODUIT NET BANCAIRE		73 481	68 861
Dotations aux provisions et résultat de corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif	24	(3 144)	(12 352)
Dotations aux provisions et résultat de corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	25	(119)	(380)
Autres produits d'exploitation		2 091	2 002
Frais de personnel		(28 703)	(25 723)
Charges générales d'exploitation	26	(17 347)	(14 632)
Dotations aux amortissements sur immobilisations		(7 219)	(7 700)
RESULTAT D'EXPLOITATION		19 040	10 076
Solde en gain provenant des autres éléments ordinaires	27	38	(661)
Impôts sur les sociétés	28	(5 920)	(2 411)
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES		13 158	7 004
Solde en gain/perte provenant des éléments extraordinaires			
RESULTAT NET DE L'EXERCICE		13 158	7 004
RESULTAT PAR ACTION (DT)	29	1,316	0,700

ETAT DE FLUX DE TRESORERIE

Période du 1^{er} décembre au 31 décembre 2006

(Unité en milliers de Dinars)

	Notes	31/12/06	31/12/05
ACTIVITES D'EXPLOITATION			
Produits d'exploitation bancaire encaisses		101 723	93 192
Charges d'exploitation bancaire decaissees		(34 722)	(27 558)
Prêts / Remboursement de prêts aux établissements financiers		559	12 846
Dépôts / Retraits dépôts des autres établissements bancaires et financiers		324	(118)
Prêts / Remboursement prêts accordés à la clientèle		(97 043)	(92 344)
Depôts / Retraits dépôts auprès de la clientèle		90 041	102 027
Acquisition / Cession des titres de placement		(11 399)	30 973
Sommes versees au personnel et créditeurs divers		(41 516)	(42 397)
Autres flux de trésorerie d'exploitation		3 795	6 426
Impôts sur les sociétés		(742)	(5 768)
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		11 020	77 279
ACTIVITES D'INVESTISSEMENT			
Revenus encaisses du portefeuille d'investissement		1 933	2 882
Acquisitions / Cessions du portefeuille d'investissement		(25 914)	(2 446)
Acquisitions et cessions des immobilisations		(19 515)	(10 519)
FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		(43 496)	(10 083)
ACTIVITES DE FINANCEMENT			
Emission / Remboursement des emprunts		(8 500)	49 000
Augmentation / diminution des ressources spéciales		(7 776)	(11 544)
Dividendes versés		(6 938)	(9 220)
FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		(23 214)	28 236
Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités		(55 690)	95 432
Liquidités et équivalents de liquidités en début d'exercice		102 259	6 827
Liquidités et équivalents de liquidités en fin de d'exercice	30	46 569	102 259

NOTES AUX ETATS FINANCIERS

1. PRESENTATION DE LA BANQUE

L'UNION BANCAIRE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE est une société anonyme au capital de 50 000 000 Dinars, créée en décembre 1961, conformément à la loi N° 67-51 du 7 décembre 1967 portant réglementation de la profession bancaire telle qu'abrogée par la loi n° 2001-65 du 10 juillet 2001 relative aux établissements de crédit et modifiée par la loi 2006-19 du 2 mai 2006

L'UBCI est une banque de dépôt privée, filiale détenue à raison de 50% par la BNP Paribas BDDI participation

Le capital social est divisé en 10 000 000 actions de 5 DT chacune, réparties comme suit

ACTIONNAIRES	QUANTITE	POURCENTAGE
BNP PARIBAS BDDI Participation	5 000 000	50,00%
GROUPE BEN SEDRINE	727 365	7,27%
GROUPE TAMARZISTE	1 089 664	10,90%
GROUPE BOURICHA	455 804	4,56%
GROUPE SELLAMI	525 646	5,26%
MED RACHED CHEBIL	147 739	1,48%
ALI FEKIH	115 000	1,15%
Heritiers BOUADJA	106 451	1,06%
GROUPE RIAHI	507 195	5,07%
Groupe Saad hadj KHELIFA	189 010	1,89%
PERSONNES MORALES	222 423	2,22%
PERSONNES PHYSIQUES	883 632	8,84%
PERSONNES PHYSIQUES non résidentes	21 541	0,22%
ACTIONS NON DEPOSEES	8 530	0,08%
TOTAL	10 000 000	100%

2. REFERENTIEL D'ELABORATION ET DE PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS

Les états financiers de l'UBCI sont préparés et présentés conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie notamment à la norme comptable générale N° 01 du 30 décembre 1996 et les normes comptables bancaires (NCT 21 à 25) applicables à partir du 1er janvier 1999 et aux règles de la Banque Centrale de la Tunisie édictées par les circulaires n° 91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée par les circulaires n° 99-04 et n° 2001-12

3. METHODES COMPTABLES APPLIQUEES

Les états financiers de l'UBCI sont élaborés sur la base de la mesure des éléments du patrimoine au coût historique

Les principes comptables les plus significatifs se resument comme suit

3.1. COMPTABILISATION DES ENGAGEMENTS ET DES REVENUS Y AFFERENTS

Les engagements de la banque sont composés des rubriques suivantes

- Portefeuille escompte
- Comptes debiteurs de la clientele
- Crédits sur ressources spéciales
- Autres credits a la clientele
- Engagements par signature

Comptabilisation des engagements hors bilan

Les engagements de financement sont portés en hors bilan, a mesure qu'ils sont contractés, et sont transférés au bilan au fur et à mesure des deblocages des fonds pour la valeur nominale

Comptabilisation des prêts auprès de la clientèle

Les credits décaissés et les comptes courants debiteurs sont présentés deduction faite des intérêts et agios réservés et des provisions y affe-rentes

Classification des engagements

Les engagements sont classes et provisionnés conformément aux dispositions de la Circulaire de la BCT n° 91-24 telle que (modifiée par la Circulaire 99-04 du 19 mars 1999)

(i) Les actifs courants (Classe 0)

Sont considérés comme actifs courants, les actifs dont la réalisation ou le recouvrement integral dans les délais, paraît assure

(ii) Les actifs à surveiller (Classe 1)

Ce sont les engagements dont la réalisation ou le recouvrement integral dans les delais, est encore assure et qui sont detenus par des entreprises qui sont dans un secteur d'activité qui connaît des difficultés, ou dont la situation financière se degrade

(iii) Les engagements douteux (ou actifs préoccupants) (Classe 2)

Ce sont tous les actifs dont la réalisation et le recouvrement intégral dans les délais, est incertain et qui sont détenus sur des entreprises qui connaissent des difficultés financières ou autres pouvant mettre en cause leur validité et nécessitant la mise en œuvre de mesures de redressement.

Ces engagements englobent des actifs dont les retards de paiements des intérêts ou du principal, sont supérieurs à 90 jours sans excéder 180 jours.

(iv) Les créances préoccupantes (Classe 3)

Ce sont tous les actifs dont la réalisation ou le recouvrement, est menacé et qui sont détenus sur des entreprises dont la situation, suggère un degré de perte éventuelle (ce sont des entreprises qui représentent avec plus de gravité les caractéristiques de la classe 2).

Ces engagements englobent des actifs dont les retards de paiements des intérêts ou du principal, sont supérieurs à 180 jours sans excéder 360 jours.

(v) Les créances compromises (Classe 4)

Font partie de cette classe, les créances pour lesquelles les retards de paiement sont supérieurs à 360 jours ainsi que les actifs restés en suspens pendant un délai supérieur à 360 jours.

Provisions sur les engagements

Les provisions sont déterminées selon les taux prévus par la circulaire de la BCT, après déduction des garanties considérées comme valables.

(i) Prise en compte des garanties

Les garanties qui ont été considérées comme juridiquement valables sont :

- les garanties reçues de l'Etat tunisien, des banques et des compagnies d'assurance, lorsqu'elles sont matérialisées;
- les garanties matérialisées par des instruments financiers;
- les hypothèques dûment enregistrées et portant sur des biens immatriculés à la conservation de la propriété foncière, réalisables dans un délai raisonnable;
- les promesses d'hypothèques portant sur des terrains acquis auprès de l'AFH, l'AFI ou l'AFT;
- les hypothèques maritimes dûment enregistrées.

(ii) Taux de provision

Les provisions sur engagements, sont déterminées conformément aux normes prudentielles de division, de couverture des risques et de suivi des engagements objet de la circulaire BCT n° 91-24, telle que modifiée par la circulaire BCT n° 99-04, qui définit les taux minima de provisionnement de la manière suivante :

Classe	Taux de provision
1	0 %
2	20 %
3	50 %
4	100 %

Les taux de provisionnement par classe de risque sont appliqués au risque net non couvert, soit le montant de l'engagement déduction faite des agios réservés et de la valeur des garanties obtenues sous forme d'actifs financiers, d'immeubles hypothéqués, de garanties de l'Etat et des garanties des banques et assurances.

Comptabilisation des revenus sur prêts auprès de la clientèle

Les intérêts et produits assimilés ainsi que les commissions, sont pris en compte en résultat de la période pour leurs montants rattachés à la dite période.

Les intérêts échus et non encore encaissés relatifs aux prêts classés parmi les "actifs incertains" (classe B2) ou parmi les "actifs préoccupants" (classe B3) ou parmi les "actifs compromis" (classe B4), au sens de la circulaire BCT n° 91-24, sont constatés en produits réservés et sont déduits du poste "Créances sur la clientèle". Ces intérêts sont pris en compte en résultat, lors de leur encaissement effectif.

Les intérêts courus et non échus relatifs aux prêts classés parmi les "actifs courants" (classe A) et parmi les "actifs nécessitant un suivi particulier" (classe B1), au sens de la circulaire BCT n°91-24, sont portés en résultat à mesure qu'ils sont courus.

3.2. PORTEFEUILLE ENCAISSEMENT / COMPTES EXIGIBLES APRES ENCAISSEMENT

La banque a opté pour le traitement des valeurs remis par les clients pour encaissement au sein de la comptabilité financière. Les comptes utilisés sont annulés pour les besoins de la présentation. Seul le solde entre le portefeuille encaissement et les comptes exigibles après encaissement, est présenté au niveau des états financiers.

3.3. COMPTABILISATION DU PORTEFEUILLE - TITRES ET DES REVENUS Y AFFERENTS

Composition du portefeuille-titres

Le portefeuille titres est composé du portefeuille commercial et du portefeuille d'investissement.

(i) Le portefeuille-titres commercial :

- a) Titres de transaction Ce sont des titres qui se distinguent par leur courte durée de détention (inférieure à 3 mois) et par leur liquidité
- b) Titres de placement Ce sont les titres qui ne répondent pas aux critères retenus pour les titres de transaction ou d'investissement

(i) Le portefeuille d'investissement :

- a) Titres d'investissements Ce sont des titres acquis avec l'intention ferme de les détenir, en principe, jusqu'à leur échéance suite à une décision qui résulte généralement d'une politique propre au portefeuille titre d'investissement
- b) Titres de participation Ce sont les parts dans les entreprises associées et les co-entreprises et parts dans les entreprises liées Ce sont les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la Banque

Comptabilisation et évaluation à la date d'arrêté

Les titres sont comptabilisés à la date d'acquisition pour leur coût d'acquisition tous frais et charges exclus à l'exception des honoraires d'étude et de conseil engagés à l'occasion de l'acquisition de titres d'investissement, de participation ou de parts dans les entreprises associées et les co-entreprises et parts dans les entreprises liées

Les participations souscrites et non libérées sont enregistrées en engagements hors bilan, pour leur valeur d'émission

À la date d'arrêté, il est procédé à l'évaluation des titres comme suit

- **Les titres de transaction :** Ces titres sont évalués à la valeur de marché (le cours boursier moyen pondéré) La variation du cours consécutive à leur évaluation à la valeur de marché est portée en résultat

- **Les titres de placement :** Ces titres sont valorisés pour chaque titre séparément à la valeur du marché pour les titres cotés et à la juste valeur pour les titres non cotés Il ne peut y avoir de compensation entre les plus-values latentes de certains titres avec les pertes latentes sur d'autres titres

La moins-value latente, résultant de la différence entre la valeur comptable et la valeur de marché, donne lieu à la constitution de provision contrairement aux plus-values latentes qui ne sont pas constatées

- **Les titres d'investissement :** le traitement des plus-values latentes sur ces titres est le même que celui prévu pour les titres de placement Les moins-values latentes ne font l'objet de provision que dans les deux cas suivants

- une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas ces titres jusqu'à l'échéance
- l'existence de risques de défaillance de l'émetteur des titres

Comptabilisation des revenus sur portefeuille-titres

Les intérêts sont comptabilisés en tenant compte de la séparation des exercices Ainsi, les intérêts à recevoir sur les bons du Trésor souscrits, sont constatés en résultat de la période

Les dividendes sur les titres, à revenu variable détenus par la banque, sont pris en compte en résultat dès le moment où leur distribution a été officiellement approuvée

Les plus-values de cession relatives aux titres d'investissement acquis dans le cadre de conventions de portage sont assimilées à des intérêts et prises en compte parmi les revenus au fur et à mesure qu'elles sont courues. Cette méthode est adoptée par la banque courant l'exercice 2006. L'effet lié au changement de cette méthode pour les exercices antérieurs a été pris en compte au niveau des capitaux propres d'ouverture dans la rubrique modification comptable.

3.4. COMPTABILISATION DES INTERETS ENCOURUS ET CHARGES ASSIMILEES

Les intérêts encourus et charges assimilées sont pris en compte en résultat au fur et à mesure qu'ils sont courus. En revanche, les charges décaissées et relatives à des exercices futurs ne sont pas comptabilisées en tant que charges de l'exercice et sont portées au bilan de la banque en compte de régularisation actif.

3.5. COMPTABILISATION DES VALEURS IMMOBILISEES

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Elles sont amorties selon la méthode d'amortissement linéaire sauf pour le matériel informatique qui est amorti selon la méthode dégressive.

Les taux d'amortissement pratiqués se présentent comme suit :

Immeubles	5 %
Travaux	10 %
Coffres forts	5 %
Matériels roulants	20 %
Matériels informatiques*	15 %
Logiciels informatiques	33 %
Logiciel ATLAS II	20 %
Immobilisations de faibles valeurs	100 %

Les dotations sur les acquisitions de l'exercice sont calculées, en respectant la règle du prorata-temporis.

3.6. CONVERSION DES OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES

Les opérations en devises, sont traitées séparément dans une comptabilité autonome au titre de chacune des devises concernées et sont converties dans la comptabilité en monnaie de référence, sur la base du cours de change moyen interbancaire, en date d'arrêté utilisé pour l'ensemble des opérations comptabilisées dans chaque devise au cours de cette période.

3.7 PROVISIONS POUR ENGAGEMENTS DE RETRAITE

La banque a opté pour la comptabilisation progressive en passif des engagements de retraite correspondant à l'indemnité de retraite due, conformément à la convention collective applicable au secteur bancaire et aux autres avantages dus en application de la politique interne de la banque.

Les engagements de retraite sont estimés à la date du 31 décembre 2006 à 4 527 KDT. A cette date, un montant de 3 468 KDT est déjà porté au passif du bilan dont 741 KDT imputés sur l'exercice 2006. Le reliquat, soit 1 059 KDT sera imputé courant les exercices à venir sur une période de 3 ans.

3.8. IMPOTS SUR LES SOCIETES

Le résultat fiscal est déterminé en application des règles du droit commun. Toutefois, et conformément aux dispositions de la loi de finances pour la gestion 2006, la déduction des provisions pour créances douteuses et des provisions pour dépréciation des titres a été faite à 100% du bénéfice imposable. Dans son article 39, la loi de Finances relative à l'exercice 1999 autorise les banques à déduire de l'assiette imposable relative à l'exercice 1999 et suivants, à concurrence de 100% les créances abandonnées en principal et intérêt détenues sur des entreprises en difficulté, le montant abandonné par l'UBCI est de 5797 KDT.

4. NOTES EXPLICATIVES

(Les chiffres sont exprimés en KDT : milliers de Dinars Tunisiens)

4.1- ACTIFS

Note 1 - Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT

Le solde de cette rubrique a atteint au 31 décembre 2006 un montant de 57 447 KDT contre 23 822 KDT au 31 décembre 2005 et s'analyse comme suit :

	31/12/06	31/12/05
Caisse	10 561	8 753
Comptes ordinaires BCT	46 885	15 067
Chèques Postaux	1	2
	57 447	23 822

Note 2 - Créances sur les établissements bancaires et financiers

Le solde de cette rubrique a atteint au 31 decembre 2006 un montant de 143 830 KDT contre 166 001 KDT au 31 decembre 2005 et se présente comme suit

	31/12/06	31/12/05
Banque Centrale de Tunisie (1)	97 681	99 537
Banques de dépôts	-	15 504
Banques non-résidentes	31 168	35 282
Organismes financiers spécialisés	14 721	15 280
Créances rattachées aux comptes des établissements financiers et bancaires	260	398
	143 830	166 001

La ventilation des créances sur les établissements bancaires et financiers, selon la durée résiduelle, se présente comme suit

	Jusqu'à 3 mois	Plus de 3 mois et moins d'1 an	Plus d'1 an et moins de 5 ans	Plus de 5 ans	Total
BCT	97 681				97 681
Banques de dépôts	-				-
Banques non-résidentes	31 168				31 168
Organismes financiers	1 833	4 395	8 493		14 721
• Entreprise liée UBCI LEASING	1 333	4 395	8 493		14 221
• Autres organismes financiers spécialisés	500				500
Créances rattachées	260				260
	130 942	4 395	8 493		143 830

(1) Cette rubrique enregistre les prêts ou placements de la banque, en Dinars ou en devises, dans le cadre des appels d'offres négatifs ou des ponctions de liquidité de la Banque Centrale de Tunisie

Note 3 - Créances sur la clientèle

Le solde de ce poste s'élève au 31 décembre 2006 à 980 654 KDT contre 885 119 KDT au 31 décembre 2005 et se détaille comme suit

		31/12/06	31/12/05
Portefeuille escompte	(1)	764 512	665 656
Comptes débiteurs de la clientèle	(2)	113 647	110 989
Crédits sur ressources spéciales	(3)	49 142	54 924
Autres crédits à la clientèle	(4)	149 223	158 940
Créances rattachées aux comptes de la clientèle		5 509	4 115
Total brut		1 082 033	994 624
Provisions sur crédits à la clientèle	(5)	(101 379)	(109 505)
Total net		980 654	885 119

La ventilation des créances sur la clientèle selon la durée résiduelle, se présente comme suit

	jusqu'à 3 mois	Plus de 3 mois et moins d'1 an	Plus d'1 an et moins de 5 ans	Plus de 5 ans	Total
- Portefeuille escompte	135 651	157 543	221 269	250 049	764 512
Compte débiteur de la clientèle	113 647				113 647
Crédits sur ressources spéciales	2 441	8 885	32 072	5 744	49 142
Autres crédits à la clientèle	138 545		10 678		149 223
Créances rattachées	5 509				5 509
	395 793	166 428	264 019	255 793	1 082 033

(1) Portefeuille escompte

Le portefeuille escompte, enregistre l'ensemble des effets à l'escompte détenus par la banque matérialisant des crédits qu'elle a octroyés à ses clients. Il s'agit des effets de transactions commerciales et des billets de mobilisation représentatifs notamment de crédits de financement de stocks, de crédits de démarrage, de préfinancements d'exportations, de crédits moyen et long termes etc.

(2) Comptes débiteurs de la clientèle

Le solde de ce compte, correspond aux comptes débiteurs des clients ordinaires non douteux.

(3) Crédits sur ressources spéciales

Ces crédits sont financés sur des fonds spéciaux d'origine budgétaire ou extérieure affectés à des opérations de financement spécifiques. Les crédits impayés, douteux et litigieux ou en contentieux sont maintenus dans la rubrique d'origine.

(4) Autres crédits à la clientèle

Le solde de cette rubrique s'élève au 31 décembre 2006 à 149 223 KDT contre un solde de 158 940 KDT au 31 décembre 2005 et s'analyse comme suit

		31/12/06	31/12/05
Total créances douteuses	(i)	152 027	162 104
Valeurs impayées		4 259	6 179
Arrangement, rééchelonnements et consolidations		10 678	9 176
Avances sur comptes à terme et bons de caisse	(ii)	1 718	1 064
Agios réserves classe 2, 3,4	(i)	(19 459)	(19 583)
		149 223	158 940

(i) Les créances douteuses nettes d'agios réserves se détaillent comme suit

		31/12/06	31/12/05
Classe 2		3 494	7 158
Classe 3		6 092	9 334
Classe 4		122 982	126 029
		132 568	142 521

(ii) Il s'agit des avances accordées à la clientèle, autres que bancaires ou financières. Ces avances sont rémunérées par la perception d'au moins 15 jours d'intérêts calculés au taux appliqué au compte à terme ou au bon de caisse majoré d'un point de pourcentage. Cette avance est garantie par le nantissement du bon de caisse.

(5) Provisions sur crédits à la clientèle

La variation des provisions sur crédits à la clientèle s'analyse comme suit

Provisions au 31 décembre 2005		109 505
Dotations		7 657
Reprises	(i)	15 783
Provisions au 31 décembre 2006		101 379

(i) La reprise de provision sur créances douteuses s'analyse comme suit

Reprise sur créances devenues disponibles		4 782
Reprises sur créances radiées		5 313
Reprise sur créances passées par pertes		5 688
		15 783

Note 4 - Portefeuille-titre commercial

Le solde de ce poste a atteint au 31 décembre 2006 un montant de 28 746 KDT contre 16 708 KDT au 31 décembre 2005 et s'analyse comme suit :

	31/12/06	31/12/05
Titres de Placement à revenu variable	794	794
Bons de trésor assimilés BTA	5 928	2 091
Bons de trésor cessibles BTC	19 666	11 704
Autres obligations	1 600	2 000
Créances rattachées au compte portefeuille-titres commercial	758	128
Total brut	28 746	16 717
Provision pour dépréciation	-	(9)
Total Net	28 746	16 708

Note 5 - Portefeuille d'investissement

La valeur du portefeuille d'investissement s'élève au 31 décembre 2006 à 89 212 KDT contre 61 135 KDT au 31 décembre 2005 et s'analyse comme suit :

	31/12/06	31/12/05
Titres de participation	2 375	2 498
Parts dans les entreprises liées (i)	27 207	26 540
Titres d'investissement	49 288	25 543
Titre en Portage (ii)	8 319	7 040
Créances rattachées au compte portefeuille titres d'investissement	3 604	1 406
Total brut	90 793	63 027
Provision pour dépréciations de titres	(1 581)	(1 892)
Total Net	89 212	61 135

(i) Sont considérées comme entreprises liées, les sociétés sur lesquelles l'UBCI exerce le pouvoir de participer aux décisions sur les politiques financières et opérationnelles.

Il s'agit des prises de participations dans le capital des sociétés avec une convention de portage signée entre la banque et la société émettrice.

Note 6 - Valeurs immobilisées

Les valeurs immobilisées ont atteint 45 212 KDT au 31 décembre 2006 contre 32 878 KDT au 31 décembre 2005 et s'analysent comme suit

	31/12/06	31/12/05
Valeurs brutes en début d'exercice	88 264	80 262
Acquisitions	19 553	10 268
Cessions	(90)	(2 266)
Valeurs brutes en fin de période	107 727	88 264
Amortissements	(61 965)	(54 836)
Provisions pour dépréciation	(550)	(550)
Valeurs nettes en fin de période	45 212	32 878

L'évolution détaillée des valeurs immobilisées au cours de l'exercice 2006, se présente comme suit

Libellé	Vai. Brute au 31/12/05	Acqui / Cession / Reprises	Vai. Brute au 31/12/06	Amort 2005	Dotation	Reprise	Amort 2006	V. Nette au au 31/12/06
Fonds de Commerce	595	-15	580	118	27	0	145	435
Terrain	1771	7 355	9 126					9 126
Immobilisations d'exploitation	16 945	5 575	22 520	8 649	885	0	9 534	12 986
Immobilisations hors exploitation	564	205	769	88	31	0	119	650
Agencements et aménagements	16 152	3 778	19 930	9 661	1 297	0	10 958	8 972
Mobilier et Matériels	28 183	3 654	31 837	21 179	2 837	0	24 016	7 821
Matériel de Transport	975	21	996	675	98	-90	683	313
Immobilisations en Cours	4 509	-2 715	1 794	0	0		0	1 794
Immobilisation incorporelle	18 570	1 605	20 175	14 466	2 044	-	16 510	3 665
Total								45 762
Provisions pour dépréciation								-550
Total Général	88 264	19 463	107 727	54 836	7 219	- 90	61 965	45 212

Note 7 - Autres actifs

Le solde de cette rubrique a atteint 23 913 KDT au 31 decembre 2006 contre 26 491 KDT au 31 decembre 2005 et se detaille comme suit

		31/12/06	31/12/05
Débiteurs divers	(i)	16 916	20 307
Comptes de régularisation	(ii)	4 845	3 873
Comptes de Stock		176	45
Siège, succursale et agences		-	12
Créances prises en charge par l'Etat		2 472	2 618
		24 409	26 855
Provision sur autres actifs		(496)	(364)
Total net		23 913	26 491

(i) Le compte débiteurs divers est analyse comme suit

		31/12/06	31/12/05
Prêts et avances au personnel		13 223	14 132
Depôts et cautionnements constitués par la banque		225	209
Retenue a la source		78	43
Etat, impôt et taxes		-	1 474
Autres debiteurs divers		3 390	4 449
		16 916	20 307

(ii) Les comptes de regularisation s'analysent comme suit

		31/12/06	31/12/05
Charges payées ou comptabilisées d'avance		2 772	1 980
Produits a recevoir		1 132	850
Debits a régulariser et divers		823	878
Compensation reçue		118	165
		4 845	3 873

4.2- PASSIFS

Note 8 - Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers

Le solde de ce poste a atteint 142 008 KDT au 31 décembre 2006 contre 73 711 KDT au 31 décembre 2005 et se détaille comme suit :

		31/12/06	31/12/05
Banque Centrale de Tunisie	(i)	64 000	
Banques de dépôt	(ii)	12 419	-
Banques d'investissement		-	26
Banques non-résidentes	(iii)	63 309	71 860
Organismes financiers spécialisés	(iv)	1 864	1 540
Dettes rattachées aux prêts et emprunts interbancaires		416	285
		142 008	73 711

(i) Le solde de ce compte s'analyse comme suit :

	31/12/06	31/12/05
Banque Centrale de Tunisie		
Comptes ordinaires	-	-
Emprunts au jour le jour et à terme	64 000	-
	64 000	-

(ii) Le solde de ce compte s'analyse comme suit :

	31/12/06	31/12/05
Banques de dépôt		
Comptes ordinaires	19	-
Emprunts au jour le jour et à terme	12 400	-
	12 419	-

(iii) Le solde de ce compte s'analyse comme suit :

	31/12/06	31/12/05
Banques non-résidentes installées à l'étranger		
Comptes ordinaires	5 218	1 864
Emprunts au jour le jour et à terme	58 091	69 996
	63 309	71 860

(iv) L'analyse de ce compte se présente comme suit

	31/12/06	31/12/05
Organismes financiers spécialisés		
Comptes ordinaires	1 864	1 540
	1 864	1 540

Les dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers ont une durée résiduelle qui n'excède pas les 3 mois

Note 9 - Dépôts et avoirs de la clientèle

Le solde de cette rubrique a atteint 945 559 KDT au 31 décembre 2006 contre un solde de 863 250 KDT au 31 décembre 2005. Il s'analyse comme suit

		31/12/06	31/12/05
Comptes à vue	(i)	378 629	337 546
Comptes d'épargne	(ii)	261 689	241 283
CAT/BC et autres produits financiers	(iii)	198 567	184 463
Autres sommes dues à la clientèle		35 284	20 836
Certificats de dépôts et bons de trésor souscrits par la clientèle	(iv)	69 500	78 000
Dettes rattachées aux comptes de la clientèle		1 890	1 122
		945 559	863 250

La ventilation des dépôts et avoirs de la clientèle selon la durée résiduelle se présente comme suit

	Jusqu'à 3 mois	Plus de 3 mois et moins d'1 an	Plus d'1 an et moins de 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Comptes à vue	378 629				378 629
Comptes d'épargne	261 689				261 689
CAT/BC et autres produits financiers	117 035	52 994	28 538		198 567
Autres sommes dues à la clientèle	35 284				35 284
Certificat de dépôt et bons de trésor souscrit par la clientèle	66 500	2 500	500		69 500
Dettes rattachées	1 890				1 890
	861 027	55 494	29 038		945 559

(i) Les comptes a vue sont analyses comme suit

	31/12/06	31/12/05
Compagnies d'assurances	11 655	4 466
Entreprises publiques	56 460	48 027
Autres clientele commerciales	92 107	94 182
Comptes de non-residents	80 609	83 890
Clients particuliers	137 798	106 981
	378 629	337 546

(ii) Les comptes d'épargne sont analyses ainsi

		31/12/06	31/12/05
Comptes speciaux d'epargne	(a)	219 907	201 198
Comptes d'epargne investissement		355	375
Comptes d'epargne logement		27 324	26 887
Autres	(b)	14 103	12 823
		261 689	241 283

(a) Les comptes spéciaux d'épargne sont des comptes d'épargne ordinaires ouverts aux personnes physiques

(b) Il s'agit d'une multitude de comptes Manager 2000, epargne emploi, epargne multi-projet, et epargne voyage

(iii) Le solde de cette rubrique s'analyse comme suit

	31/12/06	31/12/05
Bons de caisse	102 687	84 243
Depôts a terme	65 800	26 665
Placements en devises	30 080	73 555
	198 567	184 463

(iv) Les certificats de dépôts sont des titres de creance materialisant des placements faits par les entreprises et autres organismes aupres de la banque

	31/12/06	31/12/05
Entreprises étatiques	29 500	55 000
Societes privees	40 000	23 000
Compagnies d'Assurances	-	-
	69 500	78 000

Note 10 - Emprunts et ressources spéciales

Le solde de cette rubrique a atteint 77 174 KDT au 31 décembre 2006 contre un solde de 85 023 KDT au 31 décembre 2005. Il s'analyse comme suit :

Désignation	31/12/2006	31/12/2005
Emprunt Obligataire	20 000	20 000
Ressources Etatiques	6 240	6 476
FOPRODI	1 436	1 438
FONAPRA	4 719	4 952
FOSDA	85	86
Mobilisation créances	562	562
Crédits partenariat	15 557	20 417
Ligne PROPARCO	11 868	14 362
Lignes CFD	3 689	6 055
Crédit BIRD	3 091	3 644
Autres fonds extérieurs	31 285	33 411
Ligne Italienne	8 683	8 799
Ligne Suédoise	737	1 141
Ligne FODEP	174	248
Ligne Suisse	2 544	3 052
Ligne Espagnole	1 138	1 017
Ligne BEI	13 919	16 419
Ligne KFW	3 484	2 129
Encours FADES	606	606
Dettes rattachées à des ressources spéciales	439	513
Total Emprunts et Ressources Spéciales	77 174	85 023

Note 11 - Autres passifs

Le solde de cette rubrique a atteint 48 992 KDT au 31 décembre 2006 contre un solde de 41 141 KDT au 31 décembre 2005. Il s'analyse comme suit :

		31/12/06	31/12/05
Provisions	(1)	9 573	9 463
Comptes de régularisation	(2)	14 266	10 814
Crediteurs divers		12 756	7 461
Comptes exigibles après encaissement	(3)	12 311	13 403
SIEGES, SUCCURSALES ET AGENCES		86	-
		48 992	41 141

(1) Les provisions sont analysées comme suit :

		31/12/06	31/12/05
Provision en franchise d'impôt sur engagements par signature		4 509	4 404
Provisions pour risques et charges		1 596	2 332
Provisions pour charges de retraites		3 468	2 727
		9 573	9 463

(2) Le compte de régularisation s'analyse comme suit :

		31/12/06	31/12/05
Charges à payer		8 135	6 113
Produits perçus ou comptabilisés d'avance		2 207	1 769
Credits à régulariser et divers		3 924	2 880
Compte d'ajustement devises		-	52
		14 266	10 814

(3) Le solde du compte s'analyse comme suit :

		31/12/06	31/12/05
Comptes exigibles après encaissement		75 484	75 040
Portefeuille encaissement		(63 173)	(61 637)
		12 311	13 403

4.3- CAPITAUX PROPRES

Note 12 - Capitaux propres

À la date du 31 décembre 2006, le capital social s'éleve à 50 000 KDT composé de 10 000 000 actions d'une valeur de 5 DT

Le total des capitaux propres de la banque, avant affectation du résultat, s'éleve au 31 décembre 2006 à 155 281 KDT Cette rubrique se detaille comme suit

Libellé	Capital	Réserve légal	Réserves à régime spécial	Autres réserves	Autres capitaux propres	Résultats reportés	Résultat net de l'exercice	Total
Solde au 31-12-2005	50 000	4 010	534	87 440	39	2	7 004	149 029
Reserve extraordinaire			-87	-583			670	0
Reserve à régime special			317				-317	0
Resultats reportes						6	-6	0
Distribution des bénéfices							-7 000	-7 000
Réserve legale		351					-351	0
Amortissement subvention					-33			-33
Modification comptable (i)						127		127
Resultat au 31-12-2006							13 158	13 158
Solde au 31-12-2006	50 000	4 361	764	86 857	6	135	13 158	155 281

(i) Il s'agit du retraitement des capitaux propres d'ouverture au titre du changement de la méthode de prise en compte des plus values de cession relatives aux titres d'investissement acquis dans le cadre de conventions de portage qui sont assimilées à partir de l'exercice 2006 à des intérêts et prises en compte parmi les revenus au fur et à mesure qu'elles sont courus

4.4- ENGAGEMENTS HORS BILAN

Note 13 Cautions, avals et autres garanties données

Le solde de cette rubrique totalise au 31 décembre 2006 un montant de 209 720 KDT contre un solde de 209 636 KDT au 31 decembre 2005 et se detaille comme suit

	31/12/06	31/12/05
En faveurs d'établissement bancaires et financiers	73 693	73 463
Etablissements bancaires	70 865	66 700
Entreprises liees UBCI Leasing	828	1 763
Engagements sur billet de trésorerie UBCI Leasing	2 000	5 000
En faveur de la clientèle	136 027	136 173
Cautions fiscales	9 081	9 022
Cautions pour marches	58 498	61 825
En devises	7 617	8 238
En dinars	50 881	53 587
Cautions douanieres	23 542	22 605
Cautions diverses	37 725	36 007
En devises	22 276	19 352
En dinars	15 449	16 655
Obligations cautionnees	7 181	6 714
	209 720	209 636

Note 14 - Crédits documentaires

Le solde de cette rubrique a atteint 134 891 KDT au 31 decembre 2006 contre un solde de 83 272 KDT au 31 décembre 2005 Ce solde se detaille comme suit

	31/12/06	31/12/05
- Credit documentaire en faveur des établissements financiers et bancaires	32 084	13 166
- Crédit documentaire en faveur de la clientele	102 807	70 106
• Ouverture de credits documentaires	69 305	46 135
• Acceptions a payer liées au financement du commerce exterieur	33 502	23 971
	134 891	83 272

Note 15 - Engagements de financement donnés

Ce sont les accords de financement et les ouvertures de lignes de crédit confirmées que la banque s'est engagée à mettre à la disposition d'autres établissements bancaires et financiers et d'agents économiques.

Au 31 décembre 2006, les engagements sur crédits à la clientèle totalisent 84 600 KDT.

Note 16 - Engagements sur titres

Ce compte englobe les participations non libérées. Il se détaille comme suit :

	31/12/06	31/12/05
EPAC COM	9	9
IDE	7	7
Génie climatique	3	3
SIDCO	208	312
Maison du Banquier	-	161
	227	492

Note 17 - Garanties reçues

	31/12/06	31/12/05
Garanties reçues de l'Etat et des compagnies d'assurances	38 271	36 266
Garanties reçues des banques	99 468	79 502
• Garanties reçues des banques résidentes	1 132	1 125
• Garanties reçues des banques non-résidentes	99 005	78 377
Nantissement titres	16 295	6 897
Garanties reçues de la clientèle	362 026	274 064
	516 210	396 729

Note 18 - Opérations en devises

Les opérations en devises comptabilisées en Hors bilan se subdivisent en deux natures :

Les opérations d'achat et de vente de devises dont les parties ne diffèrent l'ide denouement qu'en raison du delai d'usage representant , c'est les opérations de change au comptant et sont défalquées au 31 decembre 2006 comme suit

Achat au comptant	1 193 KDT
Vente au comptant	1 473 KDT

Les opérations d'achat et de vente de devises dont les parties décident de différer le denouement pour des motifs autres que le délai d'usage ayant une date d'échéance supérieure à deux jours constituent les , c'est les opérations de change a terme et sont defalquées au 31 decembre 2006 comme suit

Achat a terme	3 125 KDT
Vente a terme	26 948 KDT

4.5- ETAT DE RESULTAT

Note 19 - Intérêts et revenus assimilés

Le solde de cette rubrique s'éleve a 77 318 KDT au 31 décembre 2006 contre un solde de 68 718 KDT au 31 décembre 2005 Ce poste s'analyse comme suit

	31/12/06	31/12/05
Produits sur opérations de trésorerie et interbancaire	4 894	2 963
Produits sur operations de credit	66 921	60 010
Revenus assimilés	5 503	5 745
	77 318	68 718

Produits sur opérations de trésorerie et interbancaire

Les produits sur operations de trésorerie et interbancaires se détaillent comme suit

	31/12/06	31/12/05
Marché Monetaire au jour le jour	466	196
Marche Monetaire a terme	133	5
Placements en devises aupres des correspondants étrangers	1 306	903
Marche Monetaire en devises	2 487	1 798
Autres	502	61
	4 894	2 963

Produits sur opérations de crédit

Les produits sur opérations de crédit se présentent comme suit

	31/12/06	31/12/05
Portefeuille effets (court, moyen et long terme)	51 361	43 699
Comptes courants débiteurs	11 080	11 523
Credits sur ressources extérieures	3 656	4 279
Créances douteuses ou litigieuses	824	509
	66 921	60 010

Revenus assimilés

Les revenus assimilés se détaillent comme suit

	31/12/06	31/12/05
Avals, cautions et acceptations bancaires	2 515	2 647
Commissions de découverts	1 931	2 063
Commissions sur billets de trésorerie	65	49
Report-Deport	857	752
Autres Interêts assimilés	135	234
	5 503	5 745

Note 20 - Commissions

Le solde de cette rubrique s'élève à 19 679 KDT au 31 décembre 2006 contre un solde de 17 942 KDT au 31 décembre 2005. Ce solde se détaille comme suit

	31/12/06	31/12/05
Commissions prélevées sur les opérations bancaires	16 715	15 074
Commissions de tenues de comptes	2 261	2 333
Autres commissions	703	535
	19 679	17 942

Note 21 - Gains sur portefeuille titres commercial et opérations financières

Le solde de cette rubrique s'élève à 6 156 KDT au 31 décembre 2006 contre un solde de 6 473 KDT au 31 décembre 2005. Ce solde s'analyse comme suit

	31/12/06	31/12/05
Intérêts perçus sur Bons de tresor a court terme	1 018	1 251
Intérêts perçus sur bons de tresor assimilés	280	287
Gains/opération BTA-BTC	10	62
+Value/cession titres	-	-
Benefice de change	5 071	5 022
Perte de change	(358)	(315)
Intérêts /emprunt obligataire	126	150
Dotation aux provisions	9	16
	6 156	6 473

* Il est a signaler qu'un reclassement a ete opere retrospectivement sur les postes « Gains sur portefeuille titres commercial et operations financieres » et « Dotations aux provisions et resultats des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement ». Ce reclassement porte sur l'etaleme de la Prime /Titres d'investissement (pour un montant de 75 KDT en 2006 et 25 KDT en 2005) qui etaient presentes jusqu'a 2005 au niveau de la rubrique «Gains sur portefeuille titres commercial et operations financieres »

Note 22 - Revenus du portefeuille d'investissement

Ce poste totalise au 31 decembre 2006 un montant de 4 683 KDT contre 3 510 KDT au 31 decembre 2005 et se detaille comme suit

	31/12/06	31/12/05
Interêts perçus sur bons de tresor assimilés	2 714	1 840
Dividendes sur portefeuille participation	1 416	1 354
Plus value cession titres de participation	88	316
Interêts sur titres en portages (i)	465	
	4 683	3 510

(i) Les interêts sur titres en portages constatés parmi les produits de l'exercice 2006 constituent la quote-part des plus values de cessions liées à ces titres courue au 31 decembre 2006

Note 23 - Intérêts encourus et charges assimilées

Le solde de cette rubrique s'élève à 32 360 KDT au 31 décembre 2006 contre un solde de 26 198 KDT au 31 décembre 2005

Ce solde s'analyse comme suit

	31/12/06	31/12/05
Charges sur opérations trésorerie et interbancaire	3 524	2 856
Intérêts sur les dépôts de la clientèle (1)	24 180	18 555
Charges sur emprunts obligataires et extérieurs	3 808	4 355
Charges assimilées	848	432
	32 360	26 198

(1) Le solde de ce compte s'analyse comme suit

	31/12/06	31/12/05
Depôts à vue	3 669	2 961
Bons de caisse et autres produits financiers	8 915	5 573
Comptes d'épargne	8 491	7 983
Certificats de dépôts	3 105	2 038
	24 180	18 555

Note 24 - Dotations aux provisions et résultats des corrections de valeurs sur créances hors bilan et passif

Le solde de cette rubrique s'élève à 3 144 KDT au 31 décembre 2006 contre un solde de 12 352 KDT au 31 décembre 2005

Ce solde s'analyse comme suit

	31/12/06	31/12/05
Décote sur créance restructurée	-	-
Dotations aux provisions	9 616	15 903
Reprises de provisions	(17 500)	(15 059)
Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par provision	5 687	629
Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par provision	39	184
Créances radiées	5 313	10 775
Récupération sur créances radiées	(11)	(80)
	3 144	12 352

Note 25 - Dotations aux provisions et résultats des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement

Le solde de cette rubrique s'élève à 119 KDT au 31 décembre 2006 contre un solde de 380 KDT au 31 décembre 2005. Ce solde s'analyse comme suit :

	31/12/06	31/12/05
Étalement Prime / Titres d'investissement (*)	75	25
Dotations aux provisions	224	420
Reprises de provisions	(180)	(65)
	119	380

* Il est à signaler qu'un reclassement a été opéré rétrospectivement sur les postes « Gains sur portefeuille titres commercial et opérations financières » et « Dotations aux provisions et résultats des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement ». Ce reclassement porte sur l'étalement de la Prime / Titres d'investissement (pour un montant de 75 KDT en 2006 et 25 KDT en 2005) qui étaient présentés jusqu'à 2005 au niveau de la rubrique « Gains sur portefeuille titres commercial et opérations financières ».

Note 26 - Charges générales d'exploitation

Le solde de cette rubrique s'élève à 17 347 KDT au 31 décembre 2006 contre un solde de 14 632 KDT au 31 décembre 2005. Ce solde s'analyse comme suit :

	31/12/06	31/12/05
Impôts et taxes	1 117	517
Travaux, fournitures et services extérieurs	6 334	5 804
Transport et déplacement	33	37
Frais divers de gestion	8 639	6 755
Charges sur opérations de leasing	58	68
Autres charges d'exploitation	1 166	1 451
	17 347	14 632

Note 27 - Solde en gain provenant des autres éléments ordinaires

Le solde de cette rubrique enregistre une perte de 38 KDT au 31 décembre 2006 contre une perte de 661 KDT au 31 décembre 2005. Ce solde s'analyse comme suit :

	31/12/06	31/12/05
Plus value de cession d'immobilisations	38	75
Moins value de cession d'immobilisations	-	(2)
Redressement fiscal	-	(734)
	38	(661)

Note 28 - Impôt sur les sociétés

L'impôt sur les sociétés au titre de l'exercice 2006 totalise 5 920 KDT et se présente comme suit :

Bénéfice comptable avant impôt (avant provisions)	28 909
Réintégrations	9 938
Déductions (dont provisions)	(19 433)
Réinvestissements exonérés	(2 500)
Résultat fiscal	16 914
Taux d'impôt	35%
Impôt sur les sociétés	5 920

Note 29 - Résultat par action

Le résultat par action et les données ayant servi à sa détermination au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2006, se présentent comme suit:

	31/12/06	31/12/05
Résultat net (en KDT)	13 158	7 004
Tantièmes	-	-
Résultat net attribuable aux actionnaires	13 158	7 004
Nombre d'actions ordinaires	10 000 000	10 000 000
Résultat de base par action (en DT)	1,316	0,700

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net de la période attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Le résultat par action ainsi déterminé correspond à la fois au résultat de base par action et au résultat dilué par action, tels que définis par les normes comptables.

4.6- ETAT DE FLUX DE TRESORERIE

Note 30 - Liquidités et équivalents de liquidités

Au 31 decembre 2006, les liquidites et équivalents de liquidites totalisent un montant de 46 569 KDT et se detaillent comme suit

Rubrique	31/12/06	31/12/05
Caisse	10 561	8 753
Timbres fiscaux	-	-
Banque Centrale (comptes ordinaires)	46 886	15 067
Banques de dépôts (comptes ordinaires)	-	4
Banques non-residentes (comptes ordinaires)	7 386	2 610
Banque Centrale (prêts au jour le jour et à terme)	97 681	99 537
Banques de depôts (comptes au jour le jour et à terme)	-	15 500
Banques non-residentes (prêts au jour le jour et à terme)	22 926	20 271
Banques non-residentes installees a l'etranger (autres)	856	12 401
Cheques postaux	1	2
Banques de depôt (comptes ordinaires)	(19)	
Banques non-résidentes (comptes ordinaires)	(5 218)	(1 864)
Banque Centrale (emprunts au jour le jour)	(64 000)	0
Banques de depôts (Emprunts au jour le jour et a terme)	(12 400)	
Banques de developpement comptes ordinaires	-	(26)
Banques non-résidentes (emprunts au jour le jour et à terme)	(58 091)	(69 996)
	46 569	102 259

Note 31 - Répartition des actifs et passifs selon leur durée résiduelle

La répartition des actifs et passifs de la banque arrêtés au 31 décembre 2006, se détaille comme suit

	Durée < 3 mois	3 mois < D < 6 m	6 mois < D < 1 AN	1 An < D < 5 ANS	D > 5 ANS	TOTAL
ACTIF						
Caisse et avoir auprès de la BCT, CCP, et TGT	57 447					57 447
Créances sur les établissements bancaires et financiers	130 942	1 530	2 863	8 495	0	143 830
Créances sur la clientèle	294 414	144 116	22 312	264 019	255 793	980 654
Portefeuille-titre commercial	27 146		400	1 200		28 746
Portefeuille d'investissement	3 604	739	1 540	82 279	1 050	89 212
Valeurs immobilisées	134	74	296	8 024	36 684	45 212
Autres actifs	11 528	5	49	1 666	10 665	23 913
TOTAL ACTIFS	525 215	146 464	27 460	365 683	304 192	1 369 014
PASSIF						
Banque Centrale et CCP						
Depôts et avoirs des établissements bancaires et financiers						142 008
Depôts et avoirs de la clientèle	861 027	34 708	20 786	29 038		945 559
Emprunts et Ressources spéciales	2 441	3 450	5 232	60 307	5 744	77 174
Autres passifs	48 992					48 992
CAPITAUX PROPRES	10 006				145 275	155 281
TOTAL PASSIF	1 064 474	38 158	26 018	89 345	151 019	1 369 014
POSITION NETTE	-539 259	108 306	1 442	276 338	153 173	0

Note 32 - Transactions avec les parties liées

Les principales transactions avec les parties liées ayant des effets sur les comptes de l'exercice 2006 clos le 31 décembre 2006 se présentent comme suit

Opérations avec BNP Paribas

La banque a eu recours au cours de l'exercice 2006 à BNP Paribas (qui détient 50% du capital de l'UBCI) pour

- Des prestations regulieres de maintenance, de developpement et de standardisation des applications informatiques dans le cadre de conventions conclues avec celle-ci
- Des travaux d'assistance technique ponctuels portant sur le developpement commercial et strategie, des services des fonctions de support assures par SFDI, la gestion des expatries, les analyses des dossiers de credits et autres prestations Le montant de ces frais d'assistance tel qu'approuvé par le conseil d'administration au titre de l'exercice 2006 totalise 2 500 KDT

Opérations avec UBCI Leasing

1/Financement de l'activité d'UBCI leasing

- Aval de billet de tresorerie pour un montant de 2 000 KDT avec un taux d'aval de 0,5% l'an
- Octroi de deux credits a moyen terme sur la ligne PROPARCO dont l'encours au 31 decembre 2006 s'eleve à 7 220 KDT avec une marge de 3,25%
- Octroi d'un credit de tresorerie (EDEC) dont l'encours au 31 decembre 2006 s'élève à 7 000 KDT

2/Autres operations

- Convention d'appel en garantie en vertu de laquelle l'UBCI garantit a UBCI Leasing en cas de perte sur un dossier de credit bail réalisé par l'UBCI Leasing avec un client de l'UBCI, une indemnisation a hauteur de sa participation au risque soit 50% sur le capital restant dû apres le dernier loyer paye par le locataire L'intervention de la banque est remunerée par une commission de risque trimestrielle calculee sur la base de 1% de l'encours garanti de chaque contrat Par ailleurs, en rémunération des dossiers inities et montés par le reseau des groupes d'exploitation, et conformément a la même convention, l'UBCI perçoit une commission d'apport calculee sur la base de 0,5% de l'encours garanti

Au titre de l'exercice 2006, les produits perçus et les charges supportees par la banque au titre de ces operations se presentent comme suit

- Commission de risque	131 KDT
- Commission d'apport	154 KDT
- Part de risque supportée par la banque	13 KDT

- Convention d'assistance technique conclue avec UBCI Leasing en date du 25/03/04 Selon cette convention, UBCI Leasing confie à l'UBCI, la mission de gestion comptable, administrative, informatique et l'appui d'analyse du risque de credit Le montant facturé par la banque en 2006 au titre de cette prestation est de 181 KDT

Opérations avec les autres entités

- La banque est dépositaire des actifs des sociétés suivantes Hannibal SICAV, Alyssa SICAV, UBCI Univers actions et Salambo SICAV. En rémunération de ces prestations, la banque a perçu des commissions de dépôt pour un total de 507 KDT.
- Certains cadres de la banque occupent des postes de directeurs généraux dans des filiales de la banque. Le montant des indemnités servies à ces cadres supportées par la banque et refacturées aux filiales concernées au titre de l'exercice 2006 s'élève à 19 KDT.

Opérations avec Union immobilière

La banque loue auprès de la société Union immobilière (dans laquelle elle détient 60%) des locaux pour certaines de ses agences. Le montant total de la charge locative s'élève au titre de l'exercice 2006 à 185 KDT.

Rapport du commissaire aux comptes sur les états financiers consolidés

Etats financiers - exercice clos le 31-12-2006

MESSIEURS LES ACTIONNAIRES DE L'UNION BANCAIRE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE

BILAN CONSOLIDE

Arrêté au 31 décembre 2006

(Unité en milliers de Dinars)

	Notes	31/12/06	31/12/05
ACTIF			
Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP, et TGT	1	57 451	23 825
Créances sur les établissements bancaires et financiers	2	129 467	152 116
Créances sur la clientèle	3	1 042 709	945 189
Portefeuille-titres commercial	4	40 928	29 215
Portefeuille d'investissement	5	70 556	45 896
Titres mis en équivalence	6	2 048	1 869
Valeurs immobilisées hors Goodwill	7	49 731	37 566
Actifs d'impôts différés	8	5 120	4 537
Autres actifs	9	25 512	29 009
TOTAL ACTIFS		1 423 522	1 269 222
PASSIF			
Depôts et avoirs des établissements bancaires et financiers	10	140 918	72 716
Depôts et avoirs de la clientèle	11	945 389	862 246
Emprunts et Ressources spéciales	12	106 263	121 445
Passifs d'impôts différés		154	-
Autres passifs	13	56 769	45 575
TOTAL PASSIFS		1 249 493	1 101 982
INTERETS MINORITAIRES		8 396	10 129
CAPITAUX PROPRES			
Capital		50 000	50 000
Reserves consolidées et assimilées		100 309	99 138
Autres capitaux propres		6	39
Actions propres		-	-
Resultat de l'exercice		15 318	7 934
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	14	165 633	157 111
TOTAL PASSIFS, INTERETS INORITAIRES ET CAPITAUX PROPRES		1 423 522	1 269 222

ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN CONSOLIDE

Arrêté au 31 décembre 2006

(Unité en milliers de Dinars)

	Notes	31/12/06	31/12/05
PASSIFS EVENTUELS			
Cautions, avals et autres garanties données	15	206 892	202 923
Crédits documentaires	16	134 891	83 272
TOTAL DES PASSIFS EVENTUELS		341 783	286 195
ENGAGEMENTS DONNES			
Engagements de financement en faveur de la clientèle	17	84 600	80 573
Engagements sur titres (Participations non libérées)	18	227	492
TOTAL DES ENGAGEMENTS DONNES		84 827	81 065
ENGAGEMENTS REÇUS			
Garanties reçues	19	516 210	396 729
TOTAL DES ENGAGEMENTS REÇUS		516 210	396 729

ETAT DE RESULTAT CONSOLIDÉ

période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2006

(Unité : en milliers de Dinars)

	Notes	31/12/06	31/12/05
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE			
Intérêts et revenus assimilés	20	76 235	67 329
Revenus des activités de leasing	21	7 237	7 220
Commissions (en produits)	22	19 799	18 139
Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières	23	6 894	7 929
Revenus du portefeuille d'investissement	24	3 473	2 546
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE		113 638	103 163
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE			
Intérêts encourus et charges assimilées	25	34 383	28 188
Commissions encourues		2 012	1 625
Pertes sur portefeuille titres commercial et opérations financières		21	147
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		36 416	29 960
PRODUIT NET BANCAIRE		77 222	73 203
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et provisions pour passifs	26	(2 972)	(12 710)
Dotations aux provisions et résultats des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	27	(550)	(520)
Autres produits d'exploitation		1 888	1 761
Frais de personnel		(29 796)	(26 813)
Charges générales d'exploitation		(17 755)	(15 170)
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations		(7 569)	(8 026)
RESULTAT D'EXPLOITATION		20 468	11 725
Quote part dans les résultats des entreprises mises en équivalence		242	99
Dotation aux amortissements Goodwill		-	-
Amortissement Goodwill négatif		43	111
Solde en gain /perte provenant des autres éléments ordinaires		135	(832)
Impôts sur les bénéfices	28	(4 987)	(2 469)
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES		15 901	8 634
Intérêts des minoritaires		(583)	(700)
RESULTAT NET CONSOLIDE DE L'EXERCICE		15 318	7 934
RESULTAT PAR ACTION	29	1,532	0,793

ETAT DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

période allant du 1^{er} décembre au 31 décembre 2006

(Unité en milliers de Dinars)

	Notes	Exercice 2006	Exercice 2005
ACTIVITES D'EXPLOITATION			
Produits d'exploitation bancaire encaisses		100 362	91 507
Charges d'exploitation bancaire decaissees		(34 444)	(27 468)
Prêts / Remboursement de prêts aux établissements financiers		1 012	668
Depôts / Retraits depôts des autres établissements bancaires et financiers		229	290
Prêts / Remboursement prêts accordés à la clientèle		(97 043)	(92 344)
Depôts / Retraits depôts auprès de la clientèle		90 874	101 089
Acquisition / Cession des titres de placement		(10 877)	30 067
Sommes versées au personnel et créditeurs divers		(41 516)	(42 397)
Autres flux de trésorerie d'exploitation		3 607	6 191
Impôts sur les sociétés		(742)	(5 768)
Flux d'exploitation des activités non bancaires		6 852	15 875
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		18 314	77 710
ACTIVITES D'INVESTISSEMENT			
Revenus encaisses du portefeuille d'investissement		741	2 111
Acquisitions / Cessions du portefeuille d'investissement		(23 514)	(6 694)
Acquisitions et cessions des immobilisations		(19 773)	(12 645)
FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		(42 546)	(17 228)
ACTIVITES DE FINANCEMENT			
Emission / Remboursement des emprunts		(16 389)	58 183
Augmentation / diminution des ressources spéciales		(7 776)	(11 544)
Dividendes versés		(7 295)	(9 673)
FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		(31 460)	36 966
Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités		(55 692)	97 448
Liquidités et équivalents de liquidités en début d'exercice		102 305	4 857
LIQUIDITÉS ET ÉQUIVALENTS DE LIQUIDITÉS EN FIN D'EXERCICE	30	46 613	102 305

GRUPE UBCI

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

NOTES SUR LES BASES RETENUES POUR L'ELABORATION ET LA PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

1 - Principes comptables d'évaluation et de présentation des états financiers consolidés

1.1 *Référentiel comptable*

Les états financiers consolidés du groupe UBCI sont préparés et présentés conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie. Il s'agit, entre autres, de

- La norme comptable générale (NCT 1),
- Les normes comptables bancaires (NCT 21 à 25),
- Les normes comptables relatives à la consolidation (NCT 35 à 37),
- La norme comptable relative aux regroupements d'entreprises (NCT 38), et
- Les règles de la Banque Centrale de Tunisie prévues par la circulaire n°91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée par les circulaires n° 99-04 du 19 mars 1999 et n° 2001-12 du 4 mai 2001

Les états financiers consolidés sont préparés en respect de la convention du coût historique et libellés en milliers de Dinars Tunisiens

1.2 *Périmètre, méthodes et règles de consolidation*

1.2.1. Périmètre

Les états financiers consolidés comprennent ceux de l'UBCI et ceux des entreprises sur lesquelles la banque exerce un contrôle exclusif, un contrôle conjoint ou une influence notable

1.2.2. Méthodes de consolidation

1.2.2.1 *Sociétés consolidées par intégration globale*

Les entreprises sur lesquelles le groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale

Le groupe possède le contrôle exclusif d'une filiale lorsqu'il est en mesure de diriger les politiques financières et opérationnelles de cette filiale afin de tirer avantage de ses activités. Ce contrôle résulte

- soit de la détention directe ou indirecte, par l'intermédiaire de filiales, de plus de la moitié des droits de vote de l'entreprise consolidée,
- soit du pouvoir sur plus de la moitié des droits de vote en vertu d'un accord avec d'autres investisseurs,
- soit des statuts ou d'un contrat,
- soit du pouvoir de nommer ou de révoquer la majorité des membres du conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent,
- soit du pouvoir de réunir la majorité des droits de vote dans les réunions du conseil d'administration ou l'organe de direction équivalent

Par ailleurs, le contrôle est presumé exister dès lors que le groupe detienne directement ou indirectement 40% au moins des droits de vote dans une autre entreprise, et qu'aucun autre associe n'y detienne une fraction supérieure à la sienne

La consolidation par integration globale implique la substitution du coût d'acquisition des titres des filiales par l'ensemble des éléments d'actifs et de passifs de celles-ci tout en présentant la part des minoritaires dans les capitaux propres et le résultat (intérêts minoritaires) de ces filiales

1 2 2 2 Sociétés mises en equivalence

Les entreprises sous influence notable sont mises en equivalence. L'influence notable résulte du pouvoir de participer aux politiques financiere et operationnelle d'une entreprise sans en detenir le contrôle. L'influence notable peut notamment résulter d'une representation au conseil d'administration ou à l'organe de direction equivalent de l'entreprise detenue, de la participation au processus d'élaboration des politiques, de l'existence de transactions significatives entre le groupe et l'entreprise detenue, de l'echange de personnel dirigeant, de fourniture d'informations techniques essentielles. L'influence notable sur les politiques financiere et operationnelle d'une entreprise est presumee lorsque le groupe dispose, directement ou indirectement, par le biais de filiales, d'une fraction au moins egale a 20 % des droits de vote de cette entreprise

1.2.3. Règles de consolidation

1 2 3 1 Coût d'acquisition des titres, goodwill et ecart d'évaluation

1 2 3 1 1 Coût d'acquisition des titres

Le coût d'acquisition des titres est egal au montant de la remuneration remise au vendeur par l'acquireur exclusion faite des frais d'acquisition, tels que les commissions d'intermediaires, les honoraires, les droits et les frais de banque. Toutefois, les honoraires d'etude et de conseil engages a l'occasion de l'acquisition sont inclus dans le coût

1 2 3 1 2 Ecart de premiere consolidation

L'écart de premiere consolidation correspond à la difference entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part correspondante dans l'actif net comptable de la société consolidee a la date de l'acquisition. Cet ecart est ventile en ecart d'évaluation et goodwill

(a) Écart d'évaluation

L'écart d'évaluation correspond aux différences entre la juste valeur des elements d'actif et de passif identifiables des sociétés consolidees et leurs valeurs comptables nettes à la date de chaque acquisition

(b) Goodwill

Le goodwill correspond à l'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur des actifs et passifs identifiables acquis. Il est comptabilise en tant qu'actif et amorti lineairement sur une periode qui ne peut excéder vingt ans, specifiquement définie en fonction des conditions particulieres à chaque acquisition

Le goodwill négatif correspond à l'excédent de la part dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables acquis sur le coût d'acquisition. Le Goodwill négatif est amorti en partie ou en totalité sur la durée prévisible de réalisation des pertes et dépenses futures attendues ou sur la durée résiduelle moyenne d'amortissement des actifs non monétaires amortissables identifiables acquis. Le reliquat, s'il y en a, est comptabilisé immédiatement en résultat.

1 2 3 3 Opérations réciproques et opérations internes

Les produits et les charges résultant d'opérations internes au groupe et ayant une influence significative sur les états financiers consolidés sont éliminés lorsqu'ils concernent des entreprises faisant l'objet d'une intégration globale ou proportionnelle ou mises en équivalence. Les créances, les dettes et les engagements réciproques ainsi que les produits et charges réciproques sont éliminés lorsqu'ils concernent des entreprises faisant l'objet d'une intégration globale ou proportionnelle.

1 2 3 4 Opérations de crédit-bail ou de leasing

Lorsque l'établissement est en position de preneur, les opérations de crédit-bail sont portées sous la rubrique « valeurs immobilisées » du bilan consolidé pour leur valeur brute nette des amortissements économiques. Les loyers sont ventilés entre la part de remboursement du capital investi et les produits financiers rémunérant l'investissement.

2 - Autres principes comptables d'évaluation et de présentation

2 1 Comptabilisation des engagements et des revenus y afférents

Les engagements de la banque sont composés des rubriques suivantes :

- Portefeuille escompte ,
- Comptes débiteurs de la clientèle ,
- Crédits sur ressources spéciales ,
- Autres crédits à la clientèle , et
- Engagements par signature

Comptabilisation des engagements hors bilan

Les engagements de financement sont portés en hors bilan à mesure qu'ils sont contractés et sont transférés au bilan au fur et à mesure des déblocages des fonds pour la valeur nominale.

Comptabilisation des prêts auprès de la clientèle

Les crédits décaissés et les comptes courants débiteurs sont présentés déduction faite des intérêts et agios, réserves et des provisions y afférentes.

Classification des engagements

Les engagements sont classés et provisionnés conformément aux dispositions de la Circulaire de la BCT n° 91-24 telle que modifiée par la Circulaire 99-04 du 19 mars 1999

Les actifs courants (Classe 0)

Sont considérés comme actifs courants, les actifs dont la réalisation ou le recouvrement intégral dans les délais, paraît assuré

Les actifs à surveiller (Classe 1)

Ce sont les engagements dont la réalisation ou le recouvrement intégral dans les délais est encore assuré et qui sont détenus sur des entreprises qui sont dans un secteur d'activité qui connaît des difficultés ou dont la situation financière se dégrade

Les engagements douteux ou actifs préoccupants (Classe 2)

Ce sont tous les actifs dont la réalisation et le recouvrement intégral dans les délais est incertain et qui sont détenus sur des entreprises qui connaissent des difficultés financières ou autres pouvant mettre en cause leur validité et nécessitant la mise en œuvre de mesure de redressement
Ces engagements englobent des actifs dont les retards de paiements des intérêts ou du principal sont supérieurs à 90 jours sans excéder 180 jours.

Les créances préoccupantes (Classe 3)

Ce sont tous les actifs dont la réalisation ou le recouvrement est menacé et qui sont détenus sur des entreprises dont la situation suggère un degré de perte éventuelle (ce sont des entreprises qui représentent avec plus de gravité les caractéristiques de la classe 2)
Ces engagements englobent des actifs dont les retards de paiements des intérêts ou du principal sont supérieurs à 180 jours sans excéder 360 jours.

Les créances compromises (Classe 4)

Font partie de cette classe les créances pour lesquelles les retards de paiement sont supérieurs à 360 jours ainsi que les actifs restés en suspens pour un délai supérieur à 360 jours

Provisions sur les engagements

Les provisions sont déterminées selon les taux prévus par la circulaire de la BCT après déduction des garanties considérées comme valables

(i) Prise en compte des garanties

Les garanties qui ont été considérées comme juridiquement valables sont

- Les garanties reçues de l'Etat tunisien, des banques et des compagnies d'assurance, lorsqu'elles sont matérialisées,
- Les garanties matérialisées par des actifs financiers,
- Les hypothèques dûment enregistrées et portant sur des biens immatriculés à la conservation de la propriété foncière, réalisables dans un délai raisonnable,

- Les promesses d'hypothèques portant sur des terrains acquis auprès de l'AFH, l'AFI ou l'AFT; et
- Les hypothèques maritimes dûment enregistrées.
- les biens donnés en leasing et propriété de l'UTL : Ces biens sont évalués en appliquant à leur valeur d'origine une décote annuelle de :
 - 5 % pour les biens immeubles ;
 - 20 % pour le matériel roulant ;
 - 40 % pour les biens d'équipement et autres matériels.

(ii) Taux de provision

Les provisions sur engagements sont déterminées conformément aux normes prudentielles de division, de couverture des risques et de suivi des engagements objet de la circulaire BCT n° 91-24, telle que modifiée par la circulaire BCT n° 99-04, qui définit les taux minima de provisionnement de la manière suivante :

Classe	Taux de provision
1	0 %
2	20 %
3	50 %
4	100 %

Les taux de provisionnement par classe de risque sont appliqués au risque net non couvert, soit le montant de l'engagement déduction faite des agios réservés et de la valeur des garanties obtenues sous forme d'actifs financiers, d'immeubles hypothéqués, de garanties de l'Etat et des garanties des banques et assurances.

Comptabilisation des revenus sur prêts auprès de la clientèle

Les intérêts et produits assimilés ainsi que les commissions sont pris en compte en résultat de la période pour leurs montants rattachés à la dite période.

Les intérêts échus et non encore encaissés relatifs aux prêts classés parmi les "actifs incertains" (classe B2) ou parmi les "actifs préoccupants" (classe B3) ou parmi les "actifs compromis" (classe B4), au sens de la circulaire BCT n° 91-24, sont constatés en produits réservés et sont déduits du poste "Créances sur la clientèle". Ces intérêts sont pris en compte en résultat lors de leur encaissement effectif.

Les intérêts courus et non échus relatifs aux prêts classés parmi les "actifs courants" (classe A) parmi les "actifs nécessitant un suivi particulier" (classe B1), au sens de la circulaire BCT n°91-24, sont portés en résultat à mesure qu'ils sont courus.

2.2 Portefeuille encaissement / Comptes exigibles après encaissement

Le groupe a opté pour le traitement des valeurs remis par les clients pour encaissement au sein de la comptabilité financière. Les comptes utilisés sont annulés pour les besoins de la présentation. Seul le solde entre le portefeuille encaissement et les comptes exigibles après encaissement est présenté au niveau des états financiers.

2.3 Comptabilisation du portefeuille-titres et des revenus y afférents

2.3.1. Composition du portefeuille-titres

Le portefeuille titres est composé du portefeuille commercial et du portefeuille d'investissement.

Le portefeuille-titres commercial

Titres de transaction : Ce sont des titres qui se distinguent par leur courte durée de détention (inférieure à 3 mois) et par leur liquidité.

Titres de placement : Ce sont les titres qui ne répondent pas aux critères retenus pour les titres de transaction ou d'investissement.

Le portefeuille d'investissement

Titres d'investissements : Ce sont des titres acquis avec l'intention ferme de les détenir, en principe, jusqu'à leur échéance suite à une décision qui résulte généralement d'une politique propre au portefeuille titres d'investissement.

Titres de participation : Ce sont les titres qui sont exclus de la consolidation.

2.3.2. Comptabilisation et évaluation en date d'arrêté

Les titres sont comptabilisés à la date d'acquisition pour leur coût d'acquisition tous frais et charges exclus à l'exception des honoraires d'étude et de conseil engagés à l'occasion de l'acquisition de titres d'investissement, de participation ou de parts dans les entreprises associées et les co-entreprises et parts dans les entreprises liées.

Les participations souscrites et non libérées sont enregistrées en engagements hors bilan pour leur valeur d'émission.

À la date d'arrêté, il est procédé à l'évaluation des titres comme suit :

Les titres de transaction : Ces titres sont évalués à la valeur de marché (le cours boursier moyen pondéré). La variation du cours consécutive à leur évaluation à la valeur de marché est portée en résultat.

Les titres de placement : Ces titres sont valorisés pour chaque titre séparément à la valeur du marché pour les titres cotés et à la juste valeur pour les titres non cotés. Il ne peut y avoir de compensation entre les plus-values latentes de certains titres avec les pertes latentes sur d'autres titres. La moins-value latente résultant de la différence entre la valeur comptable et la valeur de marché donne lieu à la constitution de provision contrairement aux plus-values latentes qui ne sont pas constatées.

Les titres d'investissement: Le traitement des plus values latentes sur ces titres est le même que celui prévu pour les titres de placement. Les moins-values latentes ne font l'objet de provision que dans les deux cas suivant

- une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas ces titres jusqu'à l'échéance
- l'existence de risques de défaillance de l'émetteur des titres

2.3.3. Comptabilisation des revenus sur portefeuille-titres

Les intérêts sont comptabilisés en tenant compte de la séparation des exercices. Ainsi, les intérêts à recevoir sur les bons du Trésor souscrits sont constatés en résultat de la période.

Les dividendes sur les titres à revenu variable détenus par la banque sont pris en compte en résultat dès le moment où leur distribution a été officiellement approuvée.

2.4 Comptabilisation des intérêts encourus et charges assimilées

Les intérêts encourus et charges assimilées sont pris en compte en résultat au fur et à mesure qu'ils sont courus. En revanche, les charges décaissées et relatives à des exercices futurs ne sont pas comptabilisées en tant que charges de l'exercice et sont portées au bilan de la banque en compte de régularisation actif.

2.5 Comptabilisation des valeurs immobilisées

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Elles sont amorties selon la méthode d'amortissement linéaire.

Les taux d'amortissement pratiqués se présentent comme suit :

Immeubles	5 %
Travaux	10 %
Coffres forts	5 %
Matériels roulants	20 %
Matériels informatiques*	15 %
Logiciels informatiques	33 %
Logiciel ATLAS II	20 %
Immobilisations de faibles valeurs	100 %

Les dotations sur les acquisitions de l'exercice sont calculées, en respectant la règle du prorata-temporis.

2.6 Conversion des opérations en monnaies étrangères

Les opérations en devises sont traitées séparément dans une comptabilité autonome au titre de chacune des devises concernées et sont converties dans la comptabilité en monnaie de référence sur la base du cours de change moyen interbancaire en date d'arrêt utilisé pour l'ensemble des opérations comptabilisées dans chaque devise au cours de cette période

2.7 Provisions pour engagements de retraite

La banque a opté pour la comptabilisation progressive en passifs des engagements de retraite correspondant à l'indemnité de retraite due, conformément à la convention collective applicable au secteur bancaire et aux autres avantages dus en application de la politique interne de la banque

Les engagements de retraite sont estimés à la date du 31 décembre 2006 à 4 608. À cette date, un montant de 3 468 est déjà porté au passif du bilan dont 741 TND imputés sur l'exercice 2006. Le reliquat, soit 1 059 KDT sera imputé courant les exercices à venir sur une période de 3 ans

2.8 Impôts sur les sociétés

En application de la loi des finances pour la gestion 2006, le taux d'impôt sur les sociétés du groupe UBCI est de 35% pour les filiales faisant partie des institutions financières ainsi que la société mère. Pour les filiales ne faisant pas partie du secteur financier le taux de l'impôt sur les sociétés est de 30%

Les comptes consolidés du Groupe sont établis selon les règles de la méthode de l'impôt différé. Selon cette méthode, on prend en compte les impacts fiscaux futurs, certains ou probables, actifs ou passifs, des événements et transactions passés ou en cours

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables

B- Périmètre de consolidation :

Le périmètre de consolidation se présente comme suit

	% Contrôle		% Intérêt	
	2006	2005	2006	2005
I / Sociétés consolidées par intégration globale				
Entreprises financières				
UBCI Leasing	89,16%	84,24%	83,65%	78,74%
Autres entreprises à caractère financier				
UBCI Finance	99,98%	99,98%	71,99%	71,99%
Asset Management	99,30%	99,30%	71,58%	71,58%
Global Invest SICAR (GIS)	78,77%	77,12%	71,60%	69,95%
Union Méditerranéenne de Finance (MED FINANCES SICAF)	60,00%	60,00%	60,00%	60,00%
II / Sociétés consolidées par mise en équivalence				
Entreprises financières Autres entreprises à caractère financier				
U T P SICAF	41,74%	41,74%	37,51%	37,49%
HANNIBAL SICAV	8,07%	7,41%	8,07%	7,41%
SALAMBO SICAV	17,25 %	27,41 %	17,25 %	27,41%
UNIVERS SICAV	9,72%	10,82%	9,72%	10,82%
Entreprises non financières Promotion Immobilière				
Union immobilière*	99,98%	99,98%	83,98%	83,98%

NOTES EXPLICATIVES

I - ACTIFS

(Les chiffres sont exprimés en KDT milliers de Dinars Tunisiens)

Note 1 Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT

Le solde de cette rubrique a atteint au 31 décembre 2006 un montant de 57 451 KDT contre 23 825 KDT au 31 décembre 2005 et s'analyse comme suit

	31/12/06	31/12/05
Caisse	10 565	8 756
Comptes ordinaires BCT	46 885	15 067
Cheques Postaux	1	2
	57 451	23 825

Note 2 Créances sur les établissements bancaires et financiers

Le solde de cette rubrique a atteint au 31 décembre 2006 un montant de 129 467 KDT contre 152 116 KDT au 31 décembre 2005 et se présente comme suit

	31/12/06	31/12/05
Banque Centrale de Tunisie	97 703	99 537
Avoirs chez les correspondants	31 168	50 831
Organismes financiers spécialisés	501	1 500
Créances rattachées sur les établissements financiers	95	248
	129 467	152 116

Note 3 Créances sur la clientèle

Le solde de ce poste s'élève au 31 décembre 2006 à un montant de 1 042 709 KDT contre 945 189 KDT au 31 décembre 2005 et se détaille comme suit

		31/12/06	31/12/05
Prêts et comptes rattachés	(1)	987 832	917 230
Comptes débiteurs de la clientèle		113 642	110 984
Leasing		69 007	57 037
Agios réserves		(20 019)	(20 640)
Provisions		(107 753)	(119 422)
Total net		1 042 709	945 189

(1) Cette rubrique s'analyse comme suit

		31/12/06	31/12/05
Credits accordés à la clientèle		813 654	720 580
Autres crédits à la clientèle		16 732	16 256
Créances douteuses		151 937	175 864
Créances rattachées		5 509	4 530
		987 832	917 230

Note 4 Portefeuille-titres commercial

Le solde de ce poste a atteint au 31 décembre 2006 un montant de 40 298 KDT contre 29 215 KDT au 31 décembre 2005 et s'analyse comme suit

		31/12/06	31/12/05
Titres de transaction		32 667	26 281
Titres de placement		7 511	2 822
Créances rattachées		758	128
Provision		(8)	(16)
		40 298	29 215

Note 5 Portefeuille d'investissement

La valeur du portefeuille d'investissement s'élève au 31 décembre 2006 à 70 556 KDT contre 45 896 KDT au 31 décembre 2005 et s'analyse comme suit

	31/12/06	31/12/05
Titres de participation	3 396	15 191
Titres en portage	8 319	7 040
Titres d'investissement	58 532	25 543
Creances rattaches/ Titres d'investissement	3 604	1 406
Provisions/ Depreciation titres de Participation	(3 295)	(3 284)
Total Net	70 556	45 896

Note 6 Titres mis en équivalence

Le poste « titres mis en équivalence » représente la quote-part de l'UBCI dans l'actif net des sociétés mises en équivalence. Il présente un solde de 2 048 KDT à la date du 31 décembre 2006 contre 1 869 KDT au 31 décembre 2005 se détaillant ainsi

	31/12/2006	31/12/2005
HANNIBAL SICAV	249	216
UNIVERS SICAV	187	156
SALAMMBO SICAV	276	268
U T P	1 336	1 229
Union Immobilière	-	-
	2 048	1 869

Note 7 Valeurs immobilisées hors Goodwill

Les valeurs immobilisées ont atteint 49 731 KDT au 31 décembre 2006 contre 37 566 KDT au 31 décembre 2005 et s'analysent comme suit

	31/12/06	31/12/05
Immobilisations corporelles	90 457	70 316
Immobilisations incorporelles	21 489	19 285
Immobilisations en cours	1 794	4 509
Immobilisations acquises par voie de leasing	168	185
Valeurs brutes en fin de période	113 908	94 295
Amortissements	(63 627)	(56 179)
Provisions pour depreciation	(550)	(550)
Valeurs nettes en fin de période	49 731	37 566

Note 8 Actifs d'impôts différés

Les actifs d'impôts différés se sont élevés à 5 120 KDT au 31 décembre 2006 contre 4 537 KDT au 31 décembre 2005

Note 9 Autres actifs

Le solde de cette rubrique a atteint 25 512 KDT au 31 décembre 2006 contre 29 009 KDT au 31 décembre 2005 et se détaille comme suit

	31/12/06	31/12/05
Debiteurs divers	18 603	22 622
Comptes de régularisation	4 757	4 076
Comptes de Stock	176	45
Charges reportées	-	-
Siege, succursale et agences	-	12
Creances prises en charge par l'Etat	2 472	2 618
Provisions /autres actifs	(496)	(364)
	25 512	29 009

II - PASSIFS*Note 10 Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers*

Le solde de ce poste a atteint 140 918 KDT au 31 décembre 2006 contre 72 716 KDT au 31 décembre 2005 et se détaille comme suit

	31/12/06	31/12/05
Banque Centrale de Tunisie	64 000	-
Banques non-résidentes (Comptes ordinaires)	5218	1 864
Banques d'investissement	-	26
Banques de dépôt	19	-
Emprunts /marché interbancaire	70 491	69 996
Organismes financiers spécialisés	774	545
Dettes rattachées aux prêts et emprunts interbancaires	416	285
	140 918	72 716

Note 11 Dépôts et avoirs de la clientèle

Le solde de cette rubrique a atteint 945 389 KDT au 31 décembre 2006 contre un solde de 862 246 KDT au 31 décembre 2005. Il s'analyse comme suit :

	31/12/06	31/12/05
Comptes a vue	378 459	336 542
Comptes d'épargne	261 689	241 283
CAT/BC et autres produits financiers	198 567	184 463
Autres sommes dues a la clientèle	35 284	20 836
Certificats de dépôts et bons de trésor souscrits par la clientèle	69 500	78 000
Dettes rattachées aux comptes de la clientèle	1 890	1 122
	945 389	862 246

Note 12 Emprunts et ressources spéciales

Le solde de cette rubrique a atteint 106 263 KDT au 31 décembre 2006 contre un solde de 121 445 KDT au 31 décembre 2005. Il s'analyse comme suit :

	31/12/06	31/12/05
Emprunt Obligataire	40 000	40 000
Autres emprunts	6 325	12 424
Ressources étatiques	6 240	6 476
Mobilisation créances	562	562
Credits partenariat	15 557	20 417
Credit BIRD	4 845	6 601
Autres fonds extérieurs	31 285	33 411
Dettes rattachées à des ressources spéciales	1 449	1 554
	106 263	121 445

Note 13 Autres passifs

Le solde de cette rubrique a atteint 56 769 KDT au 31 decembre 2006 contre un solde de 45 575 KDT au 31 decembre 2005 Il s'analyse comme suit

	31/12/06	31/12/05
Provisions (depart à la retraite, hors bilan,)	9 956	9 544
Comptes de régularisation	16 778	12 788
Crediteurs divers	17 638	9 840
Comptes exigibles après encaissement	12 311	13 403
Sièges, succursales et agences	86	-
	56 769	45 575

Note 14 Passifs d'impôts différés

Les Passifs d'impôts differes se sont eleves a 154 KDT au 31 decembre 2006

Note 15 Capitaux propres

À la date du 31 Decembre 2006, le capital social du groupe s'élève à 50 000 KDT correspondant au capital de la société mère UBCI Il est composé de 10 000 000 actions d'une valeur nominale de 5 dinars libérés en totalité

Le total des capitaux propres du groupe, avant affectation du résultat de l'exercice 2006 s'élève à 165 633 KDT Les contributions de chaque société incluse dans le périmètre de consolidation dans les capitaux propres du groupe se présentent comme suit

Société	Capital	Réserves consolidées	Autres capitaux propres	Résultat consolidé	Capitaux propres 2006
UBCI	50 000	95 977	6	10 794	156 777
UBCI Leasing		910		4 151	5 061
UBCI Finance		24		-76	-52
ASSET		24		4	28
MED		1 586		195	1 781
UTP		207		226	433
G I S		1 754		215	1 969
UNION		22		-207	-185
SICAV SALAMBO		-30		7	-23
SICAV HANNIBAL		-54		6	-48
SICAV UNIVERS		-111		3	-108
TOTAL	50 000	100 309	6	15 318	165 633

III - ENGAGEMENTS HORS BILAN

Note 16 cautions, avals et autres garanties donnés

Le solde de cette rubrique totalise au 31 décembre 2006 un montant de 206 892 KDT contre un solde de 202 923 KDT au 31 décembre 2005 et se détaille comme suit

	<u>31/12/06</u>	<u>31/12/05</u>
En faveurs d'établissement bancaires et financiers	70 865	66 750
En faveur de la clientèle	136 027	136 173
Cautions fiscales	9 081	9 022
Cautions pour marches	58 498	61 825
En devises	7 617	8 238
En dinars	50 881	53 587
Cautions douanieres	23 542	22 605
Cautions diverses	37 725	36 007
En devises	22 276	19 352
En dinars	15 449	16 655
Obligations cautionnées	7 181	6 714
	<u>206 892</u>	<u>202 923</u>

Note 17 - Crédits documentaires

Le solde de cette rubrique a atteint 134 891 KDT au 31 décembre 2006 contre un solde de 83 272 KDT au 31 décembre 2005. Ce solde se détaille comme suit

	<u>31/12/06</u>	<u>31/12/05</u>
Crédit documentaire en faveur		
des établissements financiers et bancaires	32 084	13 166
Credit documentaire en faveur de la clientele	102 807	70 106
Ouverture de credits documentaires	69 305	46 135
Acceptations à payer liées au financement		
du commerce extérieur	33 502	23 971
	<u>134 891</u>	<u>83 272</u>

Note 18 - Engagements de financement donnés

Ce sont les accords de financement et les ouvertures de lignes de crédit confirmées que la banque s'est engagée à mettre à la disposition d'autres établissements bancaires et financiers et d'agents économiques

Au 31 décembre 2006, les engagements sur crédits à la clientèle totalisent 84 600 KDT

Note 19 - Engagements sur titres

Ce compte englobe les participations non libérées. Il se détaille comme suit

	31/12/06	31/12/05
EPAC COM	9	9
IDE	7	7
Genie climatique	3	3
SIDCO	208	312
Maison du Banquier	-	161
	227	492

Note 20 - Garanties reçues

	31/12/06	31/12/05
Garanties reçues de l'Etat et des compagnies d'assurances	38 271	36 266
Garanties reçues des banques	99 618	79 502
Garanties reçues des banques résidentes	1 282	1 125
Garanties reçues des banques non-résidentes	98 336	78 377
Aval reçu sur emprunt obligataire		-
Nantissement titres	16 295	6 897
Garanties reçues de la clientèle	362 026	274 064
	516 210	396 729

Note 21 - Opérations en devises

Les opérations en devises comptabilisées en Hors bilan se subdivisent en deux natures

Les opérations d'achat et de vente de devises dont les parties ne diffèrent le denouement qu'en raison du délai d'usage représentant les opérations de change au comptant et sont défalquées au 31 décembre 2006 comme suit

Achat au comptant	1 193 KDT
Vente au comptant	1 473 KDT

Les opérations d'achat et de vente de devises dont les parties décident de différer le denouement pour des motifs autres que le délai d'usage ayant une date d'échéance supérieure à deux jours constituent les opérations de change à terme et sont défalquées au 31 décembre 2006 comme suit

Achat à terme	3 125 KDT
Vente à terme	26 948 KDT

IV - ETAT DE RESULTAT*Note 22 Intérêts et revenus assimilés*

Le solde de cette rubrique s'élève à 76 235 KDT au 31 décembre 2006 contre un solde de 67 329 KDT au 31 décembre 2005. Ce poste s'analyse comme suit

	31/12/06	31/12/05
Produits sur opérations de trésorerie et interbancaire	4 894	2 963
Produits sur opérations de crédit	65 838	58 621
Revenus assimilés	5 503	5 745
	76 235	67 329

Note 23 Revenus des activités de leasing

Le revenu des activités de leasing s'élève au 31/12/2006 à 7 237 KDT contre 7 220 KDT au 31/12/2005

Note 24 Commissions (en produits)

Le solde de cette rubrique s'élève à 19 799 KDT au 31 décembre 2006 contre un solde de 18 139 KDT au 31 décembre 2005. Ce solde se détaille comme suit

	31/12/06	31/12/05
Commissions prelevees sur les opérations bancaires	16 332	14 777
Commissions de tenue de compte	2 261	2 333
Autres commissions	1 206	1 029
	19 799	18 139

Note 25 Gains sur portefeuille titres commercial et opérations financières

Le solde de cette rubrique s'élève a 6 894 KDT au 31 décembre 2006 contre un solde de 7 954 KDT au 31 décembre 2005. Ce solde s'analyse comme suit

	31/12/06	31/12/05
Produits sur opérations financières	4 713	4 707
Gain sur portefeuille titres commercial	2 181	3 247
	6 894	7 954

(*) Il est a signaler qu'un reclassement a été opéré rétrospectivement sur les postes « Gains sur portefeuille titres commercial et opérations financières » et « Dotations aux provisions et résultats des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement ». Ce reclassement porte sur l'étalement de la Prime / Titres d'investissement (pour un montant de 75 KDT en 2006 et 25 KDT en 2005) qui étaient présentes jusqu'à 2005 au niveau de la rubrique « Gains sur portefeuille titres commercial et opérations financières »

Note 26 Revenus du portefeuille d'investissement

Ce poste totalise au 31 décembre 2006 un montant de 3 473 KDT contre 2 546 KDT au 31 décembre 2005 se détaillant comme suit

	31/12/06	31/12/05
Intérêts /titre en portage	465	
Intérêts perçus sur bons de trésor assimilés	2 714	1 840
Dividendes sur portefeuille participation	206	390
Plus value cession titres de participation	88	316
	3 473	2 546

Note 27 Intérêts encourus et charges assimilées

Le solde de cette rubrique s'élève a 34 383 KDT au 31 décembre 2006 contre un solde de 28 188 KDT au 31 décembre 2005. Ce solde s'analyse comme suit

	31/12/06	31/12/05
Charges sur opérations de trésorerie et interbancaire	3 479	3 653
Intérêts sur les dépôts de la clientèle	24 180	18 555
Charges sur emprunts obligataires et budgétaires	5 876	5 407
Charges assimilées	848	573
	34 383	28 188

Note 28 Dotations aux provisions et résultats des corrections de valeurs sur créances hors bilan et passif

Le solde de cette rubrique s'élève à 2 972 KDT au 31 décembre 2006 contre un solde de 12 710 KDT au 31 décembre 2005. Ce solde s'analyse comme suit :

	31/12/06	31/12/05
Dotations aux provisions	10 769	17 907
Reprises de provisions	(23 116)	(19 313)
Pertes diverses sur créances irrécouvrables	5 876	813
Créances radiées	9 604	13 383
Récupération sur créances radiées	(11)	(80)
	2 972	12 710

Note 29 Dotations aux provisions et résultats des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement

Le solde de cette rubrique s'élève à 550 KDT au 31 décembre 2006 contre un solde de 545 KDT au 31 décembre 2005. Ce solde s'analyse comme suit :

	31/12/06	31/12/05
Étalement Prime / Titres d'investissement (*)	75	25
Dotations aux provisions	655	585
Reprises de provisions	(180)	(65)
	550	545

(*) Il est à signaler qu'un reclassement a été opéré rétrospectivement sur les postes « Gains sur portefeuille titres commercial et opérations financières » et « Dotations aux provisions et résultats des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement ». Ce reclassement porte sur l'étalement de la Prime / Titres d'investissement (pour un montant de 75 KDT en 2006 et 25 KDT en 2005) qui étaient présentés jusqu'à 2005 au niveau de la rubrique « Gains sur portefeuille titres commercial et opérations financières ».

Note 30 Impôts sur les bénéfices

Le solde de cette rubrique s'élève à 4 987 KDT au 31 décembre 2006 contre un solde de 2469 KDT au 31 décembre 2005. Ce solde s'analyse comme suit

	31/12/06	31/12/05
Impôt exigible	6 444	2 526
Impôt différé	(1 457)	(57)
	4 987	2 469

Note 31 Résultat par action

Le résultat par action et les données ayant servi à sa détermination, au titre de l'exercice 2006, se présentent comme suit

	31/12/06	31/12/05
Résultat net (en KDT)	15 318	7 934
Tantièmes (en KDT)	-	-
Résultat net attribuable aux actionnaires (en KDT)	15 318	7 934
Nombre d'actions ordinaires en circulation	10 000 000	10 000 000
Résultat par action (en dinars)	1,531	0,793

Note 32 Liquidités et équivalent de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités ont atteint au 31 décembre 2006 un solde de 46 613 KDT contre 102 305 KDT au 31 décembre 2005. Ce solde s'analyse comme suit :

Rubrique	31/12/06	31/12/05
Caisse	10 565	8 756
Banque Centrale (comptes ordinaires)	46 885	15 067
Banques de dépôts (comptes ordinaires)	22	47
Banques non-résidentes (comptes ordinaires)	7 386	2 610
Banque Centrale (prêts au jour le jour et à terme)	97 681	99 537
Banques de dépôts (comptes au jour le jour et à terme)	-	15 500
Banques non-résidentes (prêts au jour le jour et à terme)	22 926	20 271
Banques non-résidentes installées à l'étranger (autres)	856	12 401
Cheques postaux	1	2
Banques de dépôt (comptes ordinaires)	-	-
Banques non-résidentes (comptes ordinaires)	(5 218)	(1 864)
Banque Centrale (emprunts au jour le jour)	(64 000)	0
Banques de dépôts (emprunts au jour le jour et à terme)	(12 400)	0
Banques de développement	-	(26)
Banques non-résidentes (emprunts au jour le jour et à terme)	(58 091)	(69 996)
	46 613	102 305

PROJET DE RESOLUTIONS ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 09 MAI 2007

PREMIÈRE RÉOLUTION :

L'AGO après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes approuve lesdits rapports ainsi que les bilans et Comptes de Resultats arrêtés au 31 12 2006 tels qu'ils lui ont été presentes

DEUXIÈME RÉOLUTION :

L'AGO approuve le rapport établi par les Commissaires aux Comptes en execution de l'article 29 de la loi n° 2001-65 relative aux Etablissements de Credit et des articles 200 et 475 du code des sociétés commerciales

TROISIÈME RÉOLUTION :

L'AGO approuve la repartition du solde beneficiaire du compte de Pertes et Profits qui s'élève, apres reprise du report a nouveau 2005, a 13 293 376,122 dinars, selon la proposition qui lui a été soumise a savoir

• De fixer le dividende par action de l'exercice 2006 a	1,000 DTU
Le paiement de ce dividende totalisant la somme de	10 000 000,000 DTU
• D'affecter a la reserve legale la somme de	639 000,000 DTU
• D'affecter sur la reserve facultative la somme de	2 100 000,000 DTU
celle-la, de ce fait, se trouve portée a	86 813 408,459 DTU
• D'affecter à la réserve a regime spécial la somme de	553 098,267 DTU
• De reporter a nouveau la somme de	1 277,855 DTU

QUATRIÈME RÉOLUTION :

L'AGO donne quitus de leur gestion aux Administrateurs en fonction durant l'exercice 2006 et approuve l'allocation au Conseil d'Administration de la somme de 305 000 DTU au titre des jetons de presence

CINQUIÈME RÉOLUTION :

L'AGO renouvelle pour une duree de trois ans, soit jusqu'à l'Assemblée Generale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2009, le mandat d'Administrateur de M Slah-Eddine BOUGUERRA

SIXIÈME RÉOLUTION :

L'A G O renouvelle pour une durée de trois ans, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2009, le mandat d'Administrateur de M Tahar BOURICHA

SEPTIÈME RÉOLUTION :

L'A G O renouvelle pour une durée de trois ans, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2009, le mandat d'Administrateur de M Jean-Jacques SANTINI

HUITIÈME RÉOLUTION :

L'A G O confère tous pouvoirs aux porteurs des copies ou d'extraits des présentes résolutions a l'effet d'accomplir toutes formalités légales de publicité